

---

PARLEMENT  
DE LA  
COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

Session 2013-2014

---

5 NOVEMBRE 2013

---

PROJET DE DÉCRET

ORGANISANT DIVERS DISPOSITIFS SCOLAIRES FAVORISANT LE BIEN-ÊTRE DES  
JEUNES À L'ÉCOLE, L'ACCROCHAGE SCOLAIRE, LA PRÉVENTION DE LA VIOLENCE  
À L'ÉCOLE ET L'ACCOMPAGNEMENT DES DÉMARCHES D'ORIENTATION  
SCOLAIRE(1)

—

RAPPORT DE COMMISSION

PRÉSENTÉ AU NOM DE LA COMMISSION DE L'ÉDUCATION

PAR **M. MOHAMED DAÏF.**

—

---

(1) Voir Doc. n°554 (2013-2014) n°1 et 2.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>RAPPORT</b>	<b>4</b>
1 Exposé de Mme Schyns, Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale	4
2 Discussion générale	5
3 Discussion des articles	7
4 Vote sur l'ensemble du projet de décret	13
 <b>TEXTE ADOPTÉ</b>	 <b>14</b>
<b>TITRE I Champ d'application, objet et définitions</b>	<b>14</b>
CHAPITRE I Du champ d'application . . . . .	14
CHAPITRE II De l'objet . . . . .	14
CHAPITRE III Des définitions . . . . .	14
 <b>TITRE II Des dispositifs favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire</b>	 <b>15</b>
CHAPITRE I Du rôle et de l'articulation des différents acteurs scolaires . . . . .	15
SECTION I Du chef d'établissement et de l'équipe éducative . . . . .	15
SECTION II Du centre psycho-médico-social et du Service de promotion de la santé à l'école	15
SECTION III De la médiation scolaire . . . . .	16
SECTION IV Des équipes mobiles . . . . .	18
SECTION V De la formation des élèves à la médiation ou à la délégation d'élève . . . . .	19
SECTION VI De l'Observatoire de la violence et du décrochage en milieu scolaire . . . . .	19
SECTION VII De la Cellule administrative de coordination des actions de prévention de la violence en milieu scolaire, de l'absentéisme, du décrochage scolaire et de l'abandon scolaire précoce . . . . .	20
CHAPITRE II De l'accrochage scolaire . . . . .	20
SECTION I De la prévention du décrochage scolaire . . . . .	20
SECTION II Du dispositif interne d'accrochage scolaire (DIAS) . . . . .	21
SECTION III Des dispositifs externes d'accrochage scolaire . . . . .	22
SECTION IV Du dispositif favorisant le retour réussi à l'école . . . . .	23
CHAPITRE III De l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire . . . . .	24
 <b>TITRE III Mesures modificatives, abrogatoires et finales</b>	 <b>25</b>
CHAPITRE I Mesures modificatives . . . . .	25
SECTION I Des modifications du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre . . . . .	25
SECTION II Modification du décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des Centres psycho-médico-sociaux . . . . .	28
SECTION III Des modifications aux décrets et arrêtés fixant le statut des membres du personnel de l'enseignement . . . . .	29

SOUS-SECTION I Des modifications à l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements . . . . .	29
SOUS-SECTION II Des modifications à l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française . . . . .	30
SOUS-SECTION III Des modifications à l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de la Communauté française, des centres de formation de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés . . . . .	32
SOUS-SECTION IV Des modifications du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné . . . . .	33
SOUS-SECTION V Des modifications du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné . . . . .	35
SOUS-SECTION VI Des modifications du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des Centres psycho-médico-sociaux subventionnés officiels . . . . .	36
SOUS-SECTION VII Des modifications du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des Centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés . . . . .	38
SOUS-SECTION VIII Des modifications au décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté . . . . .	39
SECTION IV Des modifications à d'autres décrets . . . . .	42
CHAPITRE II Mesures abrogatoires et finales . . . . .	43

## RAPPORT

---

### MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission de l'Éducation a examiné, au cours de sa réunion du 5 novembre 2013<sup>(2)</sup>, le projet de décret organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire.

### 1 Exposé de Mme Schyns, Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale

La ministre rappelle que les deux projets de décret sectoriel et intersectoriel présentés ce jour en commission trouvent leur origine dans divers dispositifs préexistants. Elle souhaite en épinglez trois qui lui paraissent particulièrement significatifs de la démarche posée :

- Premièrement : les services d'accrochage scolaire. Ces « acteurs intersectoriels », qui existent depuis plusieurs années, ont permis d'expérimenter concrètement la double appartenance, tout à la fois au secteur de l'Aide à la Jeunesse mais aussi à celui de l'Enseignement. Ils ont permis de mettre en évidence les différences de culture, de points de repères, de manière de procéder et d'agir, tout en soulignant l'enrichissement mutuel des pratiques des deux secteurs ;
- Deuxièmement : le projet de recherche-action en matière d'accrochage scolaire. Initié en 2008 par l'OEJAJ (Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse) ce projet a ensuite été prolongé par le Ministère de

l'Aide à la Jeunesse puis, conjointement avec celui de l'Enseignement. Mené par des chercheurs de l'Université de Liège, il a rassemblé des acteurs de terrain issus des arrondissements judiciaires de Liège, Huy, Verviers et Mons. Ces acteurs provenaient des sphères scolaire, judiciaire, sociale et de l'Aide à la Jeunesse. Cette recherche-action procure des éléments importants sur la manière de mobiliser les ressources des acteurs et de co-construire un référentiel commun pour des pratiques spécifiques mais complémentaires dans des champs communs ;

- Troisièmement : le dispositif expérimental « Cellules bien-être ». Initié conjointement par les Ministres de l'Enseignement et de la Santé, rejointes très rapidement par la Ministre de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse, ce dispositif a permis de faire bouger les points de vue et de tisser des liens de qualité entre les acteurs et entre les secteurs. Dans ses rapports d'évaluation, il propose des points de repères communs et des recommandations qui ont alimenté le projet de décret intersectoriel présenté ce jour.

La ministre expose qu'au fur et à mesure de l'avancement du projet intersectoriel, est apparue la nécessité d'apporter, en même temps, des modifications à certains décrets sectoriels « enseignement » tels que le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, ainsi que le décret du 12 mai 2004 portant diverses mesures de lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence à l'école. Elle précise que ces modifications sectorielles ont été intégrées dans le présent projet

(2)

Ont participé aux travaux de la Commission :

M. Daif, M. Dupont, Mme Désir, Mme Fassiaux-Looten, Mme Gahouchi, Mme Trotta, M. Neven, M. Crucke (Président), M. Borsus (matin), Mme Linard, M. Reinkin, M. Bastin, Mme de Grootte

Excusés :

Mme Zrihen, M. Borsus (après-midi), M. Mouyard, Mme de Coster-Bauchau

Ont assisté aux travaux de la Commission :

Mme Bertieaux, M. Destexhe, M. Jamar, Mme Reuter, M. Walry, membres du Parlement

Mme Huytebroeck, Ministre de la Jeunesse

Mme Schyns, Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale

M. Jockir, collaborateur au cabinet de Mme la ministre Schyns

M. Duray, collaborateur au cabinet de Mme la ministre Schyns

M. Florkin, collaborateur au cabinet de Mme la ministre Schyns

M. Bertrand, Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles

M. Vrydaghs, Professeur à l'Université de Namur et directeur du CEDOCEF

M. Derobertmasure, Professeur à l'Université de Mons-Hainaut, service de méthodologie et formation

Mme Hicter, Fonctionnaire dirigeante de l'IFC

M. Naif, collaborateur du groupe PS

M. Bosson, collaborateur du groupe MR

M. Sonville, collaborateur du groupe MR

M. Jauniaux, collaborateur du groupe cdH

M. Verstraeten, collaborateur du groupe ECOLO

de décret.

Celui-ci vise à articuler davantage les acteurs scolaires, compte tenu de leur spécificité et de leur complémentarité. Il s'agit de développer une culture de partenariat autour de quatre axes thématiques (bien-être des jeunes à l'école, accrochage scolaire, prévention de la violence à l'école et accompagnement des démarches d'orientation). Sont concernés, notamment, les chefs d'établissement, les équipes éducatives, les équipes des Centres psycho-médico-sociaux et des Services de Promotion de la Santé à l'École, le service de médiation, les équipes mobiles. Outre l'articulation meilleure des acteurs scolaires, le projet vise encore à donner une base décrétales à la formation des élèves à la médiation ou à la délégation d'élèves et à l'Observatoire de la violence et du décrochage en milieu scolaire. Enfin, le projet rend possible et donne un cadre à la création d'un dispositif interne d'accrochage scolaire (DIAS) dans les établissements scolaires.

La ministre expose que la section législation du Conseil d'Etat a remis un avis sur ce présent projet de décret en date du 11 septembre 2013 et que, pour l'essentiel, les observations générales et particulières émises dans cet avis sont rencontrées. Néanmoins elle précise que le service de médiation, les équipes mobiles et la cellule administrative de coordination, constituent des « services d'appui » mis à la disposition des établissements scolaires par la Direction générale de l'enseignement obligatoire en tant que pouvoir régulateur. Ils sont d'ailleurs intégrés dans le « Service des inscriptions et de l'Assistance aux établissements scolaires ». Il revient au chef d'établissement ou au Pouvoir organisateur de faire appel en toute liberté à ces services. Il ne leur appartient pas pour autant de choisir nommément le(s) membre(s) du personnel issu(s) de ces services et chargé(s) des interventions dans leur établissement, et ce à l'instar de ce qui se fait pour les agents des Centres PMS. Il n'y a dès lors pas lieu de préciser dans le décret le fonctionnement et le financement du service de médiation ou des équipes mobiles ainsi que le statut de leurs membres puisqu'il s'agit de services administratifs.

Quant aux observations du Conseil d'Etat relatives à l'organisation de l'administration, la ministre précise que le présent projet de décret constitue la seule base légale concernant le service de médiation, les équipes mobiles et les différentes mesures relevant du Plan PAGAS (Plan d'actions visant à garantir les conditions d'un apprentissage serein) découlant des décisions du Gouvernement en date du 13 septembre 2012. Elle estime nécessaire de faciliter la lisibilité des textes en les coordonnant dans une même source décrétales, en évitant de la sorte une multiplication de textes décrets ou réglementaires.

## 2 Discussion générale

Pour Mme Désir, il s'agit d'un projet de décret utile et important pour un secteur sensible. En effet, le décrochage scolaire est l'un des fléaux de notre enseignement qui constitue le signe visible d'un processus d'échec, pas forcément scolaire, mais vécu comme tel par l'élève.

Selon la députée, ce décrochage n'est toutefois pas une fatalité, ni un point de non-retour au-delà duquel l'élève est perdu à jamais.

Elle relève que ce projet, s'il n'a pas l'ambition d'apporter des nouveautés dans la lutte contre le décrochage - à l'exception des DIAS (Dispositifs d'accrochage scolaire) qui seront propres à chacun des établissements - a surtout pour objectif de créer des ponts entre les différents services et les différents acteurs pour resserrer le maillage, et ce, afin de ne laisser échapper aucune possibilité de rattrapage.

D'une manière générale, le Groupe PS - par la voix de Mme Désir - fait part de son optimisme, vis à vis de ce projet de décret qu'il soutiendra, mais il attend que les acteurs de terrain s'emparent de ces nouvelles possibilités.

La commissaire regrette tout de même que l'on n'ait pas saisi l'occasion de définir plus précisément le service des médiateurs scolaires, particulièrement pour créer un cadre organique avec une charte déontologique voire une ébauche de définition des titres par rapport aux fonctions. Le besoin d'une meilleure définition lui semblait en effet utile.

Par ailleurs, Mme Désir s'interroge quant au devoir de discrétion qui incombera à ces médiateurs. Elle rappelle que la revendication qui était portée par le secteur et relayée par les organisations syndicales était de relever du secret professionnel. Elle remarque que le Conseil d'Etat avait souligné que c'était la nature des informations qui devait déterminer le statut des agents. L'intervenante souhaite savoir pourquoi aucune suite n'a été donnée à cette remarque judicieuse du Conseil d'Etat.

Mme Linard rejoint les considérations émises par sa collègue sur les aspects généraux de ce projet de décret qui place l'élève et son bien-être au centre du dispositif, ce dont elle se réjouit. Elle constate aussi que le texte vise à codifier le travail déjà opéré sur le terrain à partir des 4 axes que la ministre a énoncés dans son exposé, et qu'il contient des objectifs intéressants en terme de prévention et d'accrochage ... Elle épingle plus particulièrement la création des dispositifs interne d'accrochage scolaires (DIAS).

A l'instar de Mme Désir, la commissaire demande à la ministre pourquoi les médiateurs scolaires n'ont pas pu bénéficier du secret professionnel, ainsi que c'est le cas dans les CPMS ; celui-ci

aurait permis de valoriser davantage leur travail et de leur donner la confiance nécessaire à l'accomplissement de leur tâche.

Elle demande aussi comment la ministre conçoit concrètement la mise en œuvre de la coordination prévue à l'article 22 du projet de décret, compte tenu précisément du nombre important d'acteurs dont l'action est amenée à se conjuguer sur le terrain.

Elle s'interroge enfin sur la manière dont la ministre compte sensibiliser les différentes parties prenantes aux évolutions que le décret formalise et ce, afin d'être en mesure d'appliquer le nouveau dispositif dès la rentrée de 2014. Une formation spécifique des acteurs est-elle prévue à cet effet ?

Elle demande enfin quelle sera l'évaluation de ce dispositif.

**M. Borsus** soutient globalement les objectifs poursuivis par ce texte. Toutefois, son groupe émet de nettes réserves quant à la façon de les mettre en œuvre. Il fait longuement état des critiques émises par le secteur et qui ont été formalisées dans les avis rendus. Il s'étonne de ce que la ministre n'en tienne pas compte. Ainsi, par exemple, M. Borsus relève que le Conseil communautaire a déclaré que l'application du secret professionnel pourrait rendre difficile, voire impossible, l'exécution de certaines tâches. Il relève encore le fait que les médiateurs scolaires bruxellois ont regretté de ne pas avoir été consultés et ont fait état de la même difficulté. Le même intervenant cite les avis négatifs ou les abstentions des organisations syndicales à propos de ce texte. Il déclare que, *mutatis mutandis*, on peut globalement faire au texte les mêmes griefs que ceux qui ont été exposés lors de l'examen du projet de décret intersectoriel ; par exemple : la surcharge de travail qui risque d'en résulter, au détriment des services ou des acteurs de terrain, ainsi que le risque que le dispositif ne fonctionne pas. Selon le commissaire, toutes ces critiques auraient dû amener la ministre à revoir fondamentalement son projet de décret.

A la lumière de ces constats, M. Borsus explore qu'un débat n'ait pas pu se tenir entre les commissaires et la ministre, en amont de la présente discussion, sur toute une série d'éléments importants, comme l'évaluation des DIAS ou la problématique des demi-jours d'absence autorisée.

Il rappelle à ce propos que son groupe avait déposé des textes qui auraient pu être examinés dans la foulée et regrette que ce projet de décret n'aborde pas l'ensemble des questions que l'on peut encore se poser en matière de « persévérance scolaire ».

Le député évoque encore brièvement les éléments relevés par le Conseil d'Etat et plus particulièrement la question des habilitations qui doivent porter sur l'ensemble de l'exécutif, et non sur un Ministre ou un service en particulier.

**Mme de Groote** voit dans les deux projets de décrets sectoriel et intersectoriel qui ont été présentés aux commissaires ce matin, une avancée commune importante vers l'accrochage scolaire. Elle s'en réfère à ce qu'elle a déjà déclaré à propos de l'examen du projet de décret intersectoriel.

Elle épingle plus particulièrement le travail d'interface remarquable des CPMS dont elle aurait souhaité voir les moyens renforcés. La députée se réjouit toutefois que leur mission se voie confortée et que leur rôle soit renforcé tant vis à vis des acteurs internes qu'externes. Il lui semble que les CPMS seront désormais en état de déployer davantage leur action au quotidien.

Mme de Groote déclare que les médiateurs scolaires font également un travail déterminant d'accrochage scolaire. Elle est elle-même très sensible à leur demande de bénéficier du secret professionnel. Selon la commissaire, ce droit dérive naturellement de la confiance qui doit s'installer entre le jeune, les acteurs externes et les acteurs internes avec lesquelles ils sont continuellement en interaction. La députée relève elle-aussi l'ouverture que contient l'avis du Conseil d'Etat.

Pour Mme de Groote, il y a matière à réflexion sur ce thème et elle souhaite connaître la position de la ministre avant le dépôt d'un amendement allant dans le sens souhaité par le secteur et qui sera appuyé par la majorité. La députée rappelle qu'il s'agit là d'une demande forte d'un secteur qui est en train de se professionnaliser, et qui est aussi un partenaire important des CPMS. Il lui semble également que les équipes mobiles devraient bénéficier de ce secret professionnel.

**M. Jamar** souhaite disposer cette cartographie (services d'accrochage scolaire). Il demande si les problèmes de financement des SAS qui étaient soulevés dans cette commission sont enfin résolus.

**La ministre** lui répond qu'elle fournira la cartographie précise des SAS ; elle précise que l'existence des SAS ainsi que leur financement ont été pérennisés dans le décret intersectoriel.

Elle répond à M. Borsus que les modifications des décrets sectoriels « enseignement » qui ont été intégrées dans le présent projet de décret ainsi que le dispositif tel qu'il est proposé aujourd'hui ont été conçus en concertation avec de nombreux acteurs de terrain et avec le soutien de l'administration pour toutes les thématiques contenues dans le décret. Elle précise aussi que le présent projet de décret sectoriel vise à améliorer et à remettre de l'ordre dans un ensemble de dispositifs existants et qu'il n'a pas pour objectif de créer de nouvelles structures.

La ministre répond encore qu'elle rédigera prochainement une circulaire pour expliquer de façon précise et circonstanciée les nouvelles dispositions applicables aux différents acteurs tandis

que la formation de ceux-ci se fera à l'Institut de formation en cours de carrière (IFC) ou via les opérateurs de formation des réseaux. A ce propos, elle signale que les thèmes prioritaires viennent d'être entérinés par le Gouvernement.

Quant à l'évaluation, si elle sera confiée à la Commission de pilotage du système éducatif (COPI), la ministre précise qu'aucun timing spécifique n'a été retenu.

La ministre en vient au débat important sur la problématique du choix entre le devoir de discrétion ou le secret professionnel qui s'impose aux différents acteurs de terrain et qui a suscité une grande prudence au moment de la rédaction de son texte. La ministre n'est pas d'avis qu'il faille considérer et reconnaître le travail des éducateurs selon qu'ils seraient soumis ou non au secret professionnel. Il convient d'être attentif aux conséquences juridiques pénales qui découlent du secret professionnel et auxquelles ceux qui le réclament seraient tenus.

La ministre rappelle également que l'application du secret professionnel à tous les acteurs du monde de l'enseignement impliquerait de leur part une formation déontologique préalable et nécessiterait à tout le moins une réflexion globale sur le sens même de celui-ci.

La ministre, bien qu'elle reste ouverte à l'amendement proposé par Mme de Groote, invite les commissaires à prendre ces éléments en considération.

Elle fait montre également d'une certaine ouverture quant à l'amendement n° 2 qui a été déposé par l'opposition, dans la mesure où le constat selon lequel le décrochage scolaire peut se manifester déjà dans l'enseignement fondamental lui paraît pertinent.

Enfin la ministre ne cautionne en aucun cas la notion de « crédit d'absence » ni même aucun « droit à l'absentéisme scolaire » que d'aucuns ont évoqué. Si la législation prévoit qu'un acte fort soit posé après 10 demi-jours d'absence, cela n'empêche pas que, dès le premier demi-jour d'absence, des mécanismes se mettent en place au niveau des établissements scolaires pour tenter de rattraper les élèves, particulièrement les plus faibles. Il doit y avoir, au contraire, une certaine souplesse dans la réponse à apporter à l'absentéisme. La lourdeur d'un acte administratif posé dès le constat de l'absence d'une demi-journée lui paraît excessive. La ministre pense que ce n'est ni praticable ni même souhaitable. Elle connaît personnellement des établissements qui sont plutôt prompts à réagir en cas d'absence injustifiée. Elle rappelle aussi qu'après 20 demi-jours, l'élève risque de voir son année invalidée, mais que bien avant d'en arriver là, d'autres mécanismes auront été mis en place pour tenter de ramener à l'école celui qui est en décrochage.

Mme de Groote estime, tout comme la ministre, qu'il ne faudrait pas que le secret professionnel se retourne contre ceux qui le réclament. Elle remercie la ministre pour ses explications et son ouverture en la matière.

M. Borsus n'ignore pas les diverses pratiques que les écoles ont développées pour lutter contre l'absentéisme scolaire mais il estime que la législation actuelle donne un très mauvais signal à ceux qui considèrent comme légitime de disposer d'un capital d'absences injustifiées. Il aurait souhaité, de la part du politique, une réponse adéquate et plus ferme pour lutter davantage contre ce phénomène d'absentéisme. Il aurait souhaité que la commission prenne ce problème à bras le corps et regrette que ce ne soit pas le cas.

### 3 Discussion des articles

#### Article premier

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

Il est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

#### Art. 2

M. Bertieaux déclare que son groupe s'abstiendra compte tenu des observations négatives qui seront formulées plus tard à propos des rapports entre l'école et les CPMS.

L'article 2 est adopté par 7 voix pour et 3 abstentions.

#### Art. 3

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

Il est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

#### Art. 4

Mme Bertieaux déclare que la plupart des concepts repris dans cet article sont déjà contenus dans les décrets du 30 juin 98 et du 12 mai 2004 et que leurs contours ont été définis par l'usage et la pratique. Par conséquent, elle ne reviendra pas sur ces concepts, même si leur définition légale est, selon elle, loin d'être optimale.

Mme Bertieaux signale aussi que la numérotation de cet article auquel renvoie l'article 33 alinéa 1er est erronée et la commission décide d'y remédier par un amendement et par une correction technique.

Un amendement n° 6 – 1° est déposé par M. Daïf, Mmes De Groote, Linard et Bertieaux. Il est libellé comme suit :

A l'article 4, il est inséré les mots : « 3° décrochage scolaire » entre les mots « un fait précis ; » et les mots « a) situation d'un élève soumis ».

#### *Justification*

Erreur dans le texte imprimé.

L'amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Suite à l'adoption de l'amendement, il y a lieu de procéder à une correction technique : dans l'article 4, 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 14°, 15°, 16°, 17°, 18°, et 19° deviennent respectivement 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 14°, 15°, 16°, 17°, 18°, 19° et 20°.

L'article 4 tel qu'amendé et corrigé est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

#### Art. 5

Selon **Mme Bertieaux** le contenu de cette disposition est constitué de considérations évidentes ; elle doute de l'utilité de cet article, mais son groupe ne s'y oppose pas.

L'article 5 est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

#### Art. 6

**Mme Bertieaux** rappelle que le secteur a exprimé des craintes quant à ce texte qui est considéré comme une mise sous tutelles de CPMS par les écoles. Elle partage ce sentiment compte tenu de la façon dont le texte est rédigé. En effet, il ne lui semble pas normal que le chef d'établissement s'imisce de la sorte dans les missions des CPMS.

La ministre ne partage pas cette opinion ni ces craintes et affirme qu'il n'y aura aucun lien de dépendance entre les CPMS et les chefs d'établissement. Par contre, elle explique que les uns et les autres doivent travailler dans un but commun et selon une stratégie adaptée au contexte spécifique de chaque école ; l'article vise dès lors à mieux articuler leurs rôles respectifs sans aucune dépendance fonctionnelle.

**Mme Bertieaux** souhaite que cette explication soit actée au rapport car cette impression de dépendance subsiste à la lecture du texte.

L'article 6 est adopté par 7 voix pour et 3 abstentions.

#### Articles 7 à 9

Ces articles n'appellent pas de commentaire particulier.

Ils sont adoptés par 7 voix pour et 3 abstentions.

#### Art. 10

Un amendement n° 4 - 1 est déposé par Mmes

Désir, Gahouchi, de Groote, M. Bastin, Mme Linard et M. Reinkin. Il est libellé comme suit :

A l'article 10 sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1er, les mots « à un devoir de discrétion » sont remplacés par les mots « au secret professionnel » ;

2° A l'alinéa 2, les mots « devoir de discrétion » sont remplacés par le mot « secret ».

**Mme de Groote** s'en réfère à ce qu'elle a déjà développé au moment de la discussion générale.

Pour **Mme Bertieaux**, l'importance des principes en jeu nécessite une discussion juridique plus approfondie. Il faut distinguer d'une part entre un devoir de discrétion – seuil minimal que l'on est en droit d'attendre de la part de professionnels de l'éducation – et le secret professionnel dont les conséquences juridiques sont lourdes dans le chef de ceux qui y sont soumis. Selon la députée, on pourrait risquer d'aboutir à des situations où le secret professionnel se retournerait contre ceux qu'il est censé protéger. **Mme Bertieaux** cite le cas où un dépositaire du secret professionnel aurait connaissance d'un cas de maltraitance dans le cadre de ses fonctions. Elle rappelle que le code pénal est strict en la matière et qu'il existe également un secret professionnel partagé.

**Mme de Groote** répond qu'elle est consciente du risque mais elle rappelle que la ministre a attiré l'attention de la majorité sur ce point. Elle estime qu'il faudra sans doute évaluer la mise en œuvre de cette disposition. Par ailleurs, il lui semble que lorsqu'il y va de la vie d'un mineur, la levée du secret professionnel est autorisée.

**M. Bastin** déclare que le souci de protéger la vie du jeune prime sur l'obligation de ne pas divulguer des informations qui seraient couvertes par le secret professionnel.

**Mme Bertieaux** ne souhaite pas minimiser le débat ; elle rappelle les longues discussions qui ont eu lieu sur ce thème lorsque **Mme Fonck** était ministre de l'Aide à la jeunesse. Elle prend un exemple. Qu'en est-il si un jeune consomme des stupéfiants et que ce fait est porté à la connaissance d'un éducateur ? Le jeune ne met-il pas sa santé en péril ? L'éducateur risque désormais de ne plus intervenir, ne fût-ce que pour en parler avec les parents du mineur, sinon il pourrait être accusé d'avoir violé son secret professionnel.

**M. Bastin** estime qu'il faut faire confiance aux professionnels du secteur pour jauger les risques. Il rappelle d'ailleurs que les travailleurs des CPMS sont tenus au secret professionnel sans que cela n'ait jamais soulevé la moindre discussion dans cette commission.

L'amendement à l'article 10 est adopté par 7 voix pour et 3 voix contre.



L'article 10, tel qu'amendé est adopté par 7 voix pour et 3 abstentions.

#### Art. 11

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

Il est adopté par 7 voix pour et 3 abstentions.

#### Articles 12 et 13

Ces articles n'appellent pas de commentaire particulier.

Ils sont adoptés à l'unanimité des 10 membres présents.

#### Art. 14

En ce qui concerne les équipes mobiles, **Mme Bertieaux** demande quelle évaluation la ministre a fait de ce dispositif, quelle en est l'utilité, et elle voudrait savoir si tous les chefs d'établissement sont bien informés de la possibilité d'y recourir.

**La ministre** répond que des circulaires sont adressées chaque année aux établissements pour rappeler le rôle des équipes mobiles. Elle n'a pas avec elle, en commission, ni les chiffres ni les statistiques relatives à leurs interventions, mais elle invite la députée à déposer une question écrite si elle souhaite en disposer.

**M. Daïf** rappelle que ces équipes mobiles ont été instaurées suite à la polémique engendrée par le projet du ministre Hazette de créer une école « pour les caïds ».

**Mme Bertieaux** s'insurge contre une telle réécriture de l'histoire parlementaire et contre le raccourci terminologique et idéologique injuste que son collègue vient de faire vis-à-vis du projet, très complet, qui était porté par M. Hazette.

Elle rappelle à M. Daïf que les intentions du ministre étaient, à l'époque, de créer un centre de re-scolarisation considéré comme un véritable « centre-relais » pour assurer la resocialisation des jeunes en total décrochage scolaire. Elle regrette l'absence de ce centre qui constitue un manque criant pour certains jeunes, complètement déscolarisés, que le Gouvernement envoie finalement en IPPJ faute d'autre solution et déplore qu'il ne soit pas possible, en l'absence de ce centre, de rescolariser et de resocialiser le jeune plus tôt. Elle regrette aussi l'attitude de la ministre Aréna qui a torpillé de façon très légère un tel projet alors que ce dernier était tout à fait compatible avec l'existence des équipes mobiles.

L'article 14 est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

#### Articles 15 à 17

Ces articles n'appellent pas de commentaire particulier.

Ils sont adoptés à l'unanimité des 10 membres présents.

#### Art. 18

Un amendement n° 4 – 2 a été déposé par Mmes Désir, Gahouchi, de Groote, M. Bastin, Mme Linard et M. Reinkin Il est libellé comme suit :

A l'article 18 est apportée la modification suivante :

1° A l'alinéa 1er, les mots « à un devoir de discrétion » sont remplacés par les mots « au secret professionnel ».

L'amendement est adopté par 7 voix pour et 3 voix contre.

L'article 18, tel qu'amendé est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

#### Art. 19

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

Il est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

#### Art. 20

**Mme Bertieaux** déclare que, parmi ses observations, le Conseil d'Etat avait fait remarquer que le terme « Fédération WallonieBruxelles » n'avait pas d'existence juridique. Elle propose de remplacer ce terme, qui apparaît encore au § 3 alinéa 2 de l'article, par l'appellation constitutionnelle de « Communauté française ».

**La ministre** répond que selon ses services, il s'agit ici de désigner non pas l'institution en tant que telle mais un service qui émane de celle-ci et que dès lors, la modification dans le texte n'est pas requise.

Toutefois la commission marque son accord pour mettre l'appellation dans le texte entre guillemets, et ce au moyen d'une simple correction technique.

L'article 20 est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

#### Art. 21

**Mme Bertieaux**, qui se réjouit de cette disposition, se demande toutefois s'il est bien utile d'encore créer un nouvel organisme. Elle demande d'où proviendront les 3 agents dont il est question dans le texte.

La ministre répond que l'Observatoire de la violence et du décrochage en milieu scolaire existe déjà en vertu du plan PAGAS et que la mesure vise à lui donner une base légale. Vu le contexte budgétaire, elle précise que les 3 postes existent déjà et qu'ils ne devront, dès lors, pas être créés. Ces agents s'occuperont de traiter les données quantitativement et qualitativement.

L'article 21 est adopté par 7 voix pour et 3 abstentions.

#### Art. 22

Mme Bertieaux se pose la même question : la création de cette cellule administrative de coordination des actions de prévention de la violence en milieu scolaire, de l'absentéisme, du décrochage scolaire et de l'abandon scolaire précoce est-elle bien utile ? Pourquoi ne pas avoir englobé celle-ci dans l'observatoire prévu à l'article 21 ?

La ministre répond qu'il s'agit également d'une mesure du plan PAGAS et que le personnel prévu par cet article travaille déjà au sein de l'administration, de sorte que le dispositif est budgétairement neutre. Comme pour l'article précédent, la ministre précise que cette disposition vise à donner une base légale au dispositif.

L'article 22 est adopté par 7 voix pour et 3 abstentions.

#### Art. 23

Un amendement n° 1 est déposé par MM. Neven, Jamar, Borsus et Crucke. Il est libellé comme suit :

A l'article 23, les mots « Au plus tard à partir du dixième demi-jour d'absence injustifiée d'un élève » sont remplacés par les mots « Dès qu'il constate qu'un élève s'est absenté sans justification ».

##### *Justification*

Comme le rappelle l'exposé des motifs, le phénomène de décrochage apparaît de plus en plus précoce et de plus en plus avancé dans l'année scolaire, dès le premier quadrimestre. Déjà dans le fondamental et au long du secondaire.

Il appelle donc une réponse ferme et rapide. Cet amendement a, dès lors, pour objet de supprimer la possibilité de s'absenter sans justification.

Ce faisant, il s'inscrit dans le prolongement évident de la notion même d'obligation scolaire, telle qu'elle est inscrite dans notre Constitution, ainsi que dans le prescrit du décret « Missions » du 24 juillet 1997 qui assigne notamment pour objectif à l'école d'assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale.

Mme Bertieaux rappelle encore qu'elle a déposé une proposition de décret que l'amendement ne

fait que reprendre, puisque la Conférence des présidents n'a pas permis d'examiner celle-ci en même temps que le présent projet de décret.

Mme Bertieaux ajoute que dans les établissements où les taux de réussite sont les plus hauts, on constate très souvent que ces dispositions décrites sont ignorées des élèves qui n'en abusent pas, alors que l'utilisation de ce capital d'absence - qu'elle qualifie de « jours de brosse », est beaucoup plus fréquente de la part des jeunes qui sont déjà en décrochage scolaire. Pour la députée, il s'agit non seulement d'un mauvais signal qui est envoyé à ces jeunes, mais cette disposition aggrave encore leur situation.

La ministre renvoie à ce qu'elle a déjà dit dans le cadre de la discussion générale. Selon elle, cet amendement n'est pas praticable et il existe des réponses fortes - qui varient certes selon les écoles - mais qui sont adressées aux élèves en décrochage bien avant l'intervention administrative du Service de contrôle de l'obligation scolaire (S.C.O.S.).

Mme de Groote ajoute qu'il faut refuser catégoriquement l'idée selon laquelle on attendrait 10 demi-jours d'absence avant que certains mécanismes pour lutter contre le décrochage se mettent en place.

Mme Bertieaux convient que certains établissements sont plus réactifs mais elle sait que d'autres le sont moins ; ce qu'elle réclame, c'est qu'un signal fort et identique soit envoyé à tous les élèves sans que cela varie en fonction des établissements.

L'amendement n° 1 est rejeté par 7 voix contre et 3 voix pour.

L'article 23 est adopté par 7 voix pour et 3 voix contre.

#### Art. 24

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

Il est adopté par 7 voix pour et 3 abstentions.

#### Art. 25

Un amendement n° 2 est déposé par MM. Neven, Jamar, Borsus et Crucke. Il est libellé comme suit :

L'article 25 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 25. - Lorsque le chef d'établissement constate à propos d'un élève mineur soumis à l'obligation scolaire soit qu'il est en difficulté, soit que sa santé ou sa sécurité sont en danger, soit que ses conditions d'éducation sont compromises par son comportement, celui de sa famille ou de ses familiers, notamment en cas d'absentéisme suspect, il est tenu de signaler cet état de fait au Conseiller de l'Aide à la jeunesse selon les modalités de com-

munication et de motivation préalablement définies avec ce dernier.

Par ailleurs, toute absence injustifiée est immédiatement signalée à la Direction générale de l'enseignement obligatoire.

Les absences sont prises en compte à partir du 5<sup>ème</sup> jour ouvrable de septembre. »

#### *Justification*

Comme le rappelle l'exposé des motifs, le phénomène de décrochage apparaît de plus en plus précoce et de plus en plus avancé dans l'année scolaire, dès le premier quadrimestre. Déjà dans le fondamental et au long du secondaire.

Il appelle donc une réponse ferme et rapide. Cet amendement a, dès lors, pour objet de modifier l'article 25 sur deux points :

- extension de la mesure préventive visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> à tout l'enseignement obligatoire ;
- suppression de la possibilité de s'absenter sans motif.

Ce faisant, il s'inscrit dans le prolongement évident de la notion même d'obligation scolaire, telle qu'elle est inscrite dans notre Constitution, ainsi que dans le prescrit du décret « Missions » du 24 juillet 1997 qui assigne notamment pour objectif à l'école d'assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale.

L'amendement n° 2 est rejeté par 7 voix contre et 3 voix pour.

Un amendement n° 5 déposé par M. Daïf, Mmes Fassiaux-Looten, de Groote, M. Bastin et Mme Linard. Il est libellé comme suit :

A l'article 25, supprimer les mots « dans l'enseignement secondaire » à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

#### *Justification*

Faire porter les dispositions de l'article 25 qui portent sur la prévention du décrochage scolaire sur tout l'enseignement obligatoire.

**Mme de Groote** déclare que cet amendement, qui n'est pas anodin, témoigne de la volonté de la majorité que le mécanisme d'accrochage scolaire s'adresse à l'ensemble de l'enseignement obligatoire.

**Mme Bertieaux** déclare que son groupe soutiendra l'amendement même s'il ne se rallie pas à l'article.

L'amendement n° 5 est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Un amendement n° 7 est déposé par M. Daïf, Mmes de Groote, Linard et Bertieaux. Il est libellé comme suit :

Au 2<sup>ème</sup> alinéa, les mots « Dans l'enseignement secondaire » sont insérés en tête d'alinéa.

#### *Justification*

Dans le fondamental, le signalement à la DGEO se fait après 912 jours.

L'amendement n° 7 est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

L'article 25, tel qu'amendé est adopté par 7 voix pour et 3 voix contre.

#### **Art. 26**

Un amendement n° 3 est déposé par MM. Neven, Jamar, Borsus et Crucke. Il est libellé comme suit :

L'article 26 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 26. - L'élève qui s'absente sans justification perd la qualité d'élève régulier sauf dérogation accordée par le Ministre en raison de circonstances exceptionnelles.

L'élève majeur qui s'absente sans justification peut être exclu de l'établissement selon les modalités fixées aux articles 81, § 2, et 82.

Pour l'application des alinéas 1<sup>er</sup> et 2, les absences non justifiées relevées dans l'enseignement ordinaire de plein exercice ne sont pas prises en compte lorsqu'un élève s'inscrit dans l'enseignement spécialisé ou dans l'enseignement secondaire à horaire réduit au cours de la même année scolaire. »

#### *Justification*

Comme le rappelle l'exposé des motifs, le phénomène de décrochage apparaît de plus en plus précoce et de plus en plus avancé dans l'année scolaire, dès le premier quadrimestre. Déjà dans le fondamental et au long du secondaire.

Il appelle donc une réponse ferme et rapide. Cet amendement a, dès lors, pour objet de supprimer la possibilité de s'absenter sans justification.

Ce faisant, il s'inscrit dans le prolongement évident de la notion même d'obligation scolaire, telle qu'elle est inscrite dans notre Constitution, ainsi que dans le prescrit du décret « Missions » du 24 juillet 1997 qui assigne notamment pour objectif à l'école d'assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale.

L'amendement n° 3 est rejeté par 7 voix contre et 3 voix pour.

L'article 26 est adopté par 7 voix pour et 3 voix contre.

#### **Art. 27**

**Mme Linard** demande à la ministre comment s'établit le décompte à Bruxelles puisqu'il nécessite

un croisement de données avec la Communauté flamande.

**La ministre** lui répond qu'à Bruxelles, les listes sont confrontées avec celles de la Communauté flamande, adressées aux communes, puis transmises au Parquet lorsqu'elles sont validées. Elle admet que ce n'est pas facile et souhaiterait perfectionner le système

**Mme Linard** préconise l'adoption d'un accord de coopération avec la Flandre pour régler cette problématique.

**Mme Bertieaux** demande comment fonctionne le comptage des élèves qui étudient dans les écoles internationales alors que celles-ci développent une présence accrue à Bruxelles. Elle déclare encore qu'il faudra être attentif au problème du manque de places dans les écoles bruxelloise qui se fera sentir dès 2014 et qui risque de laisser de nombreux jeunes en âge d'obligation scolaire dans la rue.

**La ministre** répond qu'actuellement, le comptage intègre déjà tous les élèves qui étudient dans des écoles européennes ; elle retient l'idée d'un accord de coopération avec la Flandre.

L'article 27 est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

#### Art. 28

**Mme Bertieaux** voudrait savoir si une évaluation des DIAS a eu lieu avant d'étendre ce dispositif à tout l'enseignement ordinaire. Elle demande également pourquoi ne pas étendre celui-ci à tout l'enseignement obligatoire.

**La ministre** déclare que l'article 28 donne aux établissements d'enseignement secondaire ordinaire la possibilité de mettre en place un DIAS mais que ce n'est pas une obligation. Dans les faits ce mécanisme permettait d'éviter le décrochage d'élèves de 4ème ou de 5ème année de qualification en leur proposant une alternative aux cours, comme par exemple une immersion dans une autre option ou dans un CEFA, et ce, afin de leur rendre une certaine motivation.

L'article 28 est adopté par 7 voix pour et 3 abstentions.

#### Articles 29 et 30

Ces articles n'appellent pas de commentaire particulier.

Ils sont adoptés par 7 voix pour et 3 abstentions.

#### Art. 31

**Mme Bertieaux** déclare que l'idée de recourir à des SAS provient du ministre Hazette, même si elle a été reprise et rebaptisée ultérieurement par

Mme Arena.

Elle demande quel résultat produisent les SAS. Sont-ils en nombre suffisant et répartis équitablement sur le territoire ?

**La ministre** rappelle qu'elle a déjà répondu à M. Jamar qu'elle ne disposait pas ce matin de la cartographie précise des SAS mais qu'elle s'engageait à la fournir.

Il est prévu toutefois, au terme d'un échange entre la ministre et Mme Bertieaux, que cet élément figurera en annexe au rapport.

L'article 31 est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

#### Articles 32 à 40

Ces articles n'appellent pas de commentaire particulier.

Ils sont adoptés à l'unanimité des 10 membres présents.

#### Art. 41

Pour **Mme Bertieaux**, cet article est de nature incantatoire mais elle déclare que son groupe le votera néanmoins de concert avec la majorité.

**Mme Linard**, quant à elle, pense que cet article est utile mais que l'on a besoin de travailler davantage sur l'orientation à priori.

**La ministre** admet que cette disposition qui relève d'une soft law ne contient pas de norme juridique, mais elle répond qu'elle n'est pas non plus dénuée d'utilité ; elle rappelle par ailleurs qu'il s'agit d'un des quatre axes sur lesquels se fonde le projet de décret.

**M. Daif** demande comment va s'opérer cette orientation.

**La ministre** répond que rien n'est prévu ici, puisqu'il s'agit d'une soft law et non d'un prescrit légal ; elle précise que, dans ce texte, il s'agit de parler de l'orientation parce qu'elle est en lien avec les autres thématiques abordées dans le projet de décret et parce que toutes ces thématiques sont très liées entre elles.

L'article 41 est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

#### Articles 42 à 46

Ces articles n'appellent pas de commentaire particulier.

Ils sont adoptés par 7 voix pour et 3 abstentions.

#### Art. 47

**Mme Bertieaux** fait remarquer que le 9° n'a pas sa raison d'être dans le texte puisque la phrase

qui le suit est à relier indubitablement au texte qui précède. Par conséquent, le 10° et le 11° devraient être re-numérotés et devenir respectivement 9° et le 10°.

La commission décide de procéder à la rectification par le dépôt d'un amendement.

Un amendement n° 6 - 2° est déposé par M. Daïf, Mmes de Groote, Linard et Bertieaux. Il est libellé comme suit :

A l'article 47, le mot « ; 9 » est supprimé entre les mots « visées à l'article 1er » et les mots « de la loi du 24 février 1921 », le 10° devenant 9° et le 11° devenant le 10°.

Justification

Erreur dans le texte imprimé.

L'amendement n° 6 – 2° est adopté à l'unanimité des 10 membres présents

L'article 47, tel qu'amendé, est adopté par 7 voix pour et 3 abstentions.

#### **Articles 48 à 51**

Ces articles n'appellent pas de commentaire particulier.

Ils sont adoptés par 7 voix pour et 3 abstentions.

#### **Articles 52 à 81**

Ces articles n'appellent pas de commentaire particulier.

Ils sont adoptés à l'unanimité des 10 membres présents.

#### **Articles 82 à 84**

Ces articles n'appellent pas de commentaire particulier.

Ils sont adoptés 7 voix pour et 3 abstentions.

### **4 Vote sur l'ensemble du projet de décret**

Mme Bertieaux déclare que son groupe votera contre l'ensemble du projet car l'opposition de son groupe aux articles 23 à 26 l'emporte sur les autres éléments jugés positifs.

L'ensemble du projet de décret est adopté par 7 voix pour et 3 voix contre.

A l'unanimité, il est fait confiance au Président et au Rapporteur pour la rédaction du rapport.

Le rapporteur,

M. DAIF

Le président,

J.-L. CRUCKE

## TEXTE ADOPTÉ

---

### TITRE PREMIER

#### Champ d'application, objet et définitions

#### CHAPITRE PREMIER

##### Du champ d'application

##### Article premier

L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épiciène en vue d'assurer la lisibilité du texte notwithstanding les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

##### Art. 2.

Sauf stipulation contraire, le présent décret s'applique aux établissements d'enseignement fondamental et secondaire, ordinaires et spécialisés, organisés ou subventionnés par la Communauté française, ainsi qu'aux centres-psycho-médico-sociaux.

#### CHAPITRE II

##### De l'objet

##### Art. 3

Le présent décret a pour objet de favoriser, au sein des établissements visés à l'article 2 :

- 1° le bien-être des jeunes à l'école ;
- 2° l'accrochage scolaire, notamment par la prévention du décrochage scolaire de l'absentéisme et de l'exclusion ;
- 3° la prévention de la violence à l'école ;
- 4° l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire.

#### CHAPITRE III

##### Des définitions

##### Art. 4

Dans le cadre du présent décret, on entend par :

- 1° absentéisme : comportement d'un élève qui, bien que régulièrement inscrit, s'absente fréquemment des cours sans motif valable ;
- 2° situation de crise : situation affectant l'établissement scolaire à la suite d'un fait précis ;
- 3° décrochage scolaire :

a) situation d'un élève soumis à l'obligation scolaire qui :

1° est inscrit dans un établissement mais ne l'a pas de fait fréquenté sans motif valable ;

2° n'est inscrit dans aucun établissement et qui n'est pas instruit à domicile.

b) situation d'un élève soumis à l'obligation scolaire, inscrit dans un établissement mais qui s'en est absenté si fréquemment sans motif valable qu'il compte plus de 20 demi-jours d'absence injustifiée ;

4° abandon scolaire précoce : situation d'un élève qui quitte l'école ou la formation en n'ayant achevé que l'enseignement secondaire du premier cycle ou moins et ne poursuit ni études, ni formation ;

5° équipe éducative : l'ensemble des membres du personnel exerçant toute ou partie de leur(s) fonction(s) dans un même établissement ou dans une même implantation, à l'exclusion des personnels administratifs, de maîtrise, gens de métier et de service ;

6° Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire : le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire créé par l'article 1er, du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire ;

7° organe de représentation et de coordination : tout organe de représentation et de coordination reconnu conformément à l'article 5bis de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;

8° centre psycho-médico-social : centre tel que visé au titre 1er du décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des centres psycho-médico-sociaux ;

9° Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse : l'organe créé par le décret du 12 mai 2004 portant création de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse ;

10° services d'accrochage scolaire (SAS) : les structures créées par le titre I, chapitre 3, du décret du NNN organisant des politiques conjointes de l'Enseignement et de l'Aide à la Jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation et qui accueillent les mineurs visés aux articles 31, 32 et 33 ;

- 11° Commission de pilotage : la Commission créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française ;
- 12° Cellule de concertation locale : la cellule visée à l'article 4, § 3, du NNN organisant des politiques conjointes de l'Enseignement et de l'Aide à la Jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation ;
- 13° facilitateurs : les membres de l'équipe visée à l'article 18 du NNN organisant des politiques conjointes de l'Enseignement et de l'Aide à la Jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation ;
- 14° zone : les zones de concertation constituées par l'article 1er de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice, en application de l'article 24 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice ;
- 15° conseiller de l'Aide à la Jeunesse : le conseiller visé à l'article 1er du décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse ;
- 16° directeur de l'Aide à la Jeunesse : le directeur visé à l'article 1er du décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse ;
- 17° décret « congés pour mission » : le décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ;
- 18° décret « Missions » : le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;
- 19° décret « encadrement différencié » : le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, les établissements en encadrement différencié ;
- 20° décret « intersectoriel » Enseignement – Aide à la Jeunesse : le décret du NNN organisant des politiques conjointes de l'Enseignement et de l'Aide à la Jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation.

## TITRE II

**Des dispositifs favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire**

## CHAPITRE PREMIER

**Du rôle et de l'articulation des différents acteurs scolaires**

## SECTION PREMIÈRE

**Du chef d'établissement et de l'équipe éducative**

## Art. 5

Le chef d'établissement et l'équipe éducative développent un climat d'école favorisant le bien-être des élèves, le vivre ensemble et la sérénité propice à l'apprentissage. Ils cherchent à améliorer la situation des élèves, tant sur le plan de leur devenir scolaire que de leur épanouissement personnel.

## SECTION II

**Du centre psycho-médico-social et du Service de promotion de la santé à l'école**

## Art. 6

§ 1er. L'équipe du centre psycho-médico-social et le service de la promotion de la santé à l'école contribuent pour leur part aux objectifs visés à l'article 5.

§ 2. L'équipe du centre psycho-médico-social collabore à ces objectifs, à l'interface entre le monde scolaire et les intervenants extérieurs à l'école.

Elle accompagne, à sa demande, tout élève, tout parent, tout membre de l'équipe éducative.

Elle soutient toute démarche collective visant à améliorer le climat scolaire.

Elle répond par des interventions adaptées à des situations identifiées comme problématiques.

§ 3. Annuellement, le chef d'établissement organise une rencontre entre des délégués de l'équipe éducative, du centre psycho-médico-social et du service de promotion de la santé à l'école. La rencontre peut être ouverte à d'autres acteurs collaborant avec l'école.

Le médiateur scolaire affecté à un établissement déterminé est associé à la rencontre.

Cette rencontre vise à :

1° échanger sur :

- a) les projets éducatif, pédagogique et d'établissement de l'école, visés aux articles 63, 65 et 67 du décret « Missions » ;
  - b) le projet du centre psycho-médico-social visé à l'article 36 décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapport d'activité des centres-psycho-médico-sociaux et, en particulier sur l'accompagnement des démarches d'orientation visé à l'article 41 ;
  - c) le projet de service visé à l'article 5 du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école ;
  - d) le projet de service du Service de médiation scolaire lorsqu'un médiateur est affecté à l'établissement ;
- 2° établir les besoins spécifiques de l'école en matière de bien-être des jeunes, d'accrochage scolaire, de prévention de la violence à l'école et d'accompagnement des démarches d'orientation scolaire ;
  - 3° définir des priorités pour les années ultérieures ;
  - 4° identifier les ressources internes et externes mobilisables ;
  - 5° préciser le rôle de chacun et, en particulier, identifier une personne de référence pour chaque priorité retenue ;
  - 6° définir, dans le cas où un médiateur scolaire est affecté à un établissement, un protocole de collaboration entre les acteurs concernés ;
  - 7° établir un bilan des actions entreprises et des collaborations développées.

§ 4. Lorsque la Cellule de concertation locale a été mise en place, c'est notamment en son sein que s'organisent la concertation et les actions visées par le paragraphe 3.

### SECTION III

#### De la médiation scolaire

##### Art. 7

§ 1er. Il est créé, au sein de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire, un Service de médiation scolaire chargé de prévenir, par des actions de médiation en position de tiers, la violence, le décrochage et l'absentéisme scolaires dans les établissements d'enseignement secondaire.

La médiation vise à favoriser, à conserver ou à rétablir le climat de confiance qui doit prévaloir dans les relations entre élève(s) et membre(s) de l'équipe éducative, entre élève(s) et direction de l'établissement, entre l'élève et ses parents, ainsi que entre l'élève, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur, et l'établissement scolaire.

Le Service de médiation est structurellement indépendant des chefs d'établissement et des centres PMS.

§ 2. Le Service de médiation intervient à la demande du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné et, à la demande du Gouvernement ou du chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le cas échéant sur proposition adressée au chef d'établissement ou au pouvoir organisateur par les services du Gouvernement lorsqu'ils sont saisis, notamment par des parents ou des élèves, d'une difficulté survenue dans l'établissement.

Lorsqu'un médiateur est affecté à un établissement, dans le cadre d'une action de médiation en position de tiers entre les parties, tel que précisé au § 1er, une demande d'intervention peut lui être adressée directement, notamment par des parents ou des élèves. Il la traitera conformément au protocole de collaboration visé à l'article 6, § 3, alinéa 3, 6°.

À la demande du Gouvernement ou du chef d'établissement, le Service de médiation peut organiser des actions de sensibilisation à la gestion des conflits.

§ 3. Dans des circonstances exceptionnelles, la Direction générale de l'Enseignement obligatoire peut, sous réserve d'avoir obtenu l'accord préalable du chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné, solliciter l'intervention du Service de médiation dans un établissement d'enseignement fondamental.

##### Art. 8

§ 1er. Le Service de médiation comprend des médiateurs et trois coordonnateurs, tous désignés par le Gouvernement et placés sous l'autorité hiérarchique de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. Le Gouvernement détermine le nombre et les modalités d'affectation des médiateurs.

§ 2. Les médiateurs sont :

- 1° soit des membres du personnel mis en congé pour mission, conformément à l'article 6 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ;
- 2° soit des agents des Services du Gouvernement ;
- 3° soit des agents engagés sous contrat dans le cadre d'une mission d'expertise.

§ 3. Le Gouvernement affecte les médiateurs soit à un ensemble d'établissements soit à un établissement. L'affectation se fait sur demande du



pouvoir organisateur de cet (ces) établissement(s). Pour l'établissement organisé par la Communauté française, la demande est faite par le chef d'établissement.

Lorsque le médiateur est affecté à un établissement, son mandat est de trois ans ; ce mandat est renouvelable après évaluation.

Les coordonnateurs communiquent au chef d'établissement l'horaire normal de travail du ou des médiateurs affecté(s) à son établissement.

### Art. 9

§ 1er. Les coordonnateurs sont :

- 1° soit des membres du personnel mis en congé pour mission, conformément à l'article 6 du décret « congés pour mission » ;
- 2° soit des agents des Services du Gouvernement ;
- 3° soit des agents engagés sous contrat dans le cadre d'une mission d'expertise.

§ 2. Deux coordonnateurs ont en charge la médiation dans la Région de Bruxelles-Capitale, le troisième coordonnateur a en charge la médiation en Région wallonne.

§ 3. Les coordonnateurs sont chargés, notamment, de :

- 1° assurer l'accompagnement des médiateurs ;
- 2° gérer et développer les ressources susceptibles d'aider les médiateurs dans leur travail ;
- 3° évaluer le travail des médiateurs à partir d'un ensemble d'indicateurs mis au point par le service et arrêtés par le Gouvernement sur proposition du Conseil de la médiation visé à l'article 12 ;
- 4° contrôler le respect de l'horaire de travail et l'accomplissement des tâches par chaque médiateur ;
- 5° participer à l'évaluation du service en lien avec les services du Gouvernement ;
- 6° assurer l'interface entre le service et les responsables des établissements scolaires et des centres-psycho-médico-sociaux ;
- 7° représenter le service ;
- 8° adresser annuellement un rapport au Gouvernement sur les résultats obtenus en matière de :
  - a) prévention de la violence ;
  - b) lutte contre le décrochage scolaire et l'absentéisme ;
  - c) collaboration avec les services d'Aide à la Jeunesse.

### Art. 10

Les médiateurs et les coordonnateurs sont soumis au secret professionnel concernant leurs rapports avec les élèves, les établissements scolaires et les autres intervenants.

Le médiateur veille à conserver la confiance qu'il a pu obtenir des élèves. A cet égard, il n'est pas tenu de révéler au chef d'établissement des faits dont il estime avoir connaissance sous le sceau du secret attaché à cette confiance. Le cas échéant, il prend conseil auprès de son coordonnateur et suit les directives qu'il en reçoit.

Le médiateur veille à éviter tout acte, tout propos, toute initiative qui pourrait nuire à l'autorité du chef d'établissement.

Dans les situations de maltraitance, le médiateur interpelle une des instances ou services spécifiques visés à l'article 3, § 2, du décret du 12 mai 2004 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitance, et prioritairement les équipes du Centre psycho-médico-social et du service de promotion de la santé à l'école (Service PSE).

### Art. 11

Lorsque les coordonnateurs et les médiateurs sont amenés, dans le cadre de leur mission, à prendre des contacts avec les travailleurs du secteur de l'éducation permanente, les différents services d'Aide à la Jeunesse dont les conseillers de l'Aide à la Jeunesse et avec les intervenants sociaux engagés par les villes et communes dans le cadre des contrats de sécurité, des contrats de société et des actions de prévention des toxicomanies, ils en informent le chef d'établissement et les membres de l'équipe du centre psycho-médico-social attaché à l'établissement. Ces actions sont menées en cohérence avec les stratégies globales définies entre les acteurs concernés, le cas échéant au sein de la Cellule de concertation locale et, là où un médiateur est affecté à un établissement, conformément aux dispositions de l'article 6.

### Art. 12

Le Service de médiation bénéficie des avis et propositions du Conseil de la médiation, présidé par le Directeur général de l'enseignement obligatoire et composé de celui-ci, des trois coordonnateurs du service de médiation scolaire, du coordonnateur des équipes mobiles visé à l'article 14, § 3, ainsi que de quatre membres désignés par le Gouvernement sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire.

### Art. 13

Le Gouvernement peut arrêter des modalités complémentaires de fonctionnement du Service de médiation.

## SECTION IV

### Des équipes mobiles

#### Art. 14

§ 1er. Il est créé un Service d'équipes mobiles au sein de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.

§ 2. Par équipe mobile, on entend un ensemble de personnes spécialisées dans la gestion de situations de crise affectant un établissement scolaire suite à un fait particulier et aptes à intervenir dans ce type de situation ainsi que dans le cadre de la lutte contre le décrochage scolaire au sens de l'article 4, 3°, a), dans les établissements d'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé. En outre, elles sont amenées à intervenir dans le cadre de la lutte contre l'absentéisme au sens de l'article 4,1°, dans les établissements d'enseignement fondamental.

§ 3. Le Service d'équipes mobiles comprend vingt-six intervenants et un coordonnateur, tous désignés par le Gouvernement, placés sous l'autorité de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.

#### Art. 15

Les intervenants des équipes mobiles sont :

- 1° soit des membres du personnel mis en congé pour mission, conformément à l'article 6 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ;
- 2° soit des agents des Services du Gouvernement ;
- 3° soit des agents engagés sous contrat dans le cadre d'une mission d'expertise.

#### Art. 16

§ 1er. Les équipes mobiles interviennent à la demande du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné et, à la demande du Gouvernement ou du chef d'un établissement scolaire dans l'enseignement organisé par la Communauté française :

- 1° en cas de situation de crise dans l'école ;
- 2° afin de permettre la reprise du dialogue au sein de l'établissement qui a connu une situation de crise ;
- 3° de manière anticipative, au cas où l'équipe éducative souhaite se préparer à réagir en situation de crise.

§ 2. Dans le cadre de leurs interventions, les équipes mobiles mettent leur expertise à la disposition de l'équipe éducative de l'établissement

scolaire concerné, du centre psycho-médico-social attaché à l'établissement et des autres services concernés.

Elles tiennent informées l'équipe éducative et l'équipe du centre psycho-médico-social de l'objet de leurs interventions.

§ 3. Lorsqu'elle a connaissance d'une situation de décrochage scolaire d'un mineur visé à l'article 4, 3°, a), la Direction générale de l'Enseignement obligatoire peut solliciter une intervention des équipes mobiles auprès de ce mineur et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale.

#### Art. 17

§ 1er. Le coordonnateur visé à l'article 14, § 3, est :

- 1° soit un membre du personnel mis en congé pour mission, conformément à l'article 6 du décret « congés pour mission » ;
- 2° soit un agent des Services du Gouvernement ;
- 3° soit un agent engagé sous contrat dans le cadre d'une mission d'expertise.

§ 2. Le coordonnateur est, notamment, chargé de :

- 1° gérer et développer les ressources susceptibles d'aider les agents dans leur travail ;
- 2° attribuer les demandes d'intervention, visées à l'article 16, § 1er, aux agents compétents et veiller à leur suivi ;
- 3° assurer l'accompagnement des intervenants ;
- 4° contrôler le respect de l'horaire de travail et l'accomplissement des tâches par chaque intervenant ;
- 5° évaluer le travail des intervenants à partir d'un ensemble d'indicateurs mis au point par le service et arrêtés par le Gouvernement ;
- 6° participer à l'évaluation du service ;
- 7° assurer l'interface entre le Service et les responsables d'établissement scolaire et de centres psycho-médico-sociaux, ainsi qu'entre le service et les autres services du Gouvernement ;
- 8° représenter le Service ;
- 9° adresser annuellement un rapport au Gouvernement sur les résultats obtenus dans le cadre des missions des équipes mobiles visées à l'article 16.

#### Art. 18

Les équipes mobiles ainsi que le coordonnateur sont soumis au secret professionnel concernant leurs rapports avec les élèves, les établissements scolaires et les autres intervenants.

Dans les situations de maltraitance, les équipes mobiles interpellent une des instances ou services

spécifiques visés à l'article 3, § 2, du décret du 12 mai 2004 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitance, et prioritairement les équipes du centre psycho-médico-social et du Service PSE.

#### SECTION V

##### De la formation des élèves à la médiation ou à la délégation d'élève

###### Art. 19

La formation à la délégation d'élèves ou à la médiation par les pairs vise à construire une dynamique positive et à faire émerger des pratiques démocratiques au sein des établissements scolaires.

Dans la limite des crédits disponibles, le Gouvernement de la Communauté française assure le financement de formations d'élèves visées à l'alinéa précédent.

Dans le cadre de leur projet général d'action d'encadrement différencié (PGAED), visé à l'article 8 du décret « encadrement différencié » les établissements en encadrement différencié peuvent utiliser une partie des crédits supplémentaires visés à l'article 7 du même décret pour financer les formations visées à l'alinéa 1er.

###### Art. 20

1er. Le Gouvernement fixe les critères de sélection des opérateurs de formation et définit la liste des opérateurs pouvant être subventionnés, notamment sur base de l'expertise dont ils peuvent témoigner et en veillant à une répartition équilibrée de ceux-ci.

§ 2. Comme suite à un appel à candidatures, il sélectionne, sur proposition de la Commission visée au paragraphe 3, les établissements scolaires dont des représentants seront admis à suivre la formation visée à l'article 19, en veillant à une juste répartition entre les réseaux et en privilégiant les établissements scolaires n'ayant pas encore bénéficié de cette formation.

Il fixe les critères de sélection des candidatures d'établissements scolaires.

§ 3. Il est créé une Commission de sélection des candidatures visées au paragraphe 2.

Elle est composée, dans le respect de l'équilibre des caractères, de sept représentants proposés par les organes de représentation et de coordination visés à l'article 5bis de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, d'un représentant proposé par le Service général de l'Enseignement organisé par « la Fédération Wallonie-Bruxelles », ainsi que du Directeur général de l'Enseignement obligatoire ou son délégué, qui la préside.

Le Gouvernement en désigne les membres, en

fixe les modalités de fonctionnement.

Le secrétariat de la Commission est assuré par les services du Gouvernement.

#### SECTION VI

##### De l'Observatoire de la violence et du décrochage en milieu scolaire

###### Art. 21

§ 1er. Il est créé au sein de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire un Observatoire de la violence et du décrochage en milieu scolaire composé de la manière suivante :

- 1° deux agents de niveau 1 ;
- 2° un agent de niveau 2+.

§ 2. L'Observatoire visé au paragraphe 1er est chargé, notamment, de :

- 1° analyser, quantitativement et qualitativement, les données sur la violence, l'absentéisme, le décrochage scolaire et les abandons scolaires précoces, dont disposent les différents services du Gouvernement ;
- 2° formuler des recommandations à l'attention de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire en vue de :
  - a) permettre l'utilisation par tous les services des résultats des analyses visées au 1° ;
  - b) mettre en évidence des actions ou des réflexions qui pourraient être menées par les services pour améliorer la qualité du travail réalisé.
- 3° adresser aux services de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire toutes informations utiles et recommandations leur permettant d'émettre des propositions d'actions ou de modifications de la réglementation à l'attention du Ministre de l'Enseignement obligatoire et du Gouvernement ;
- 4° étudier, en concertation avec l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse, les phénomènes de violence et de décrochage en milieu scolaire, au travers notamment d'une enquête de victimisation ;
- 5° communiquer au Service général du Pilotage du Système éducatif les données nécessaires à l'élaboration d'indicateurs de violence en milieu scolaire, d'absentéisme, de décrochage scolaire et d'abandon scolaire précoce ;
- 6° formuler, à l'attention de la Commission de Pilotage, pour le 15 septembre de chaque année, des recommandations pour la définition annuelle des orientations et des thèmes prioritaires des formations, dans le cadre de la mission visée à l'article 3, point 4 du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française ;

- 7° procéder à un recensement régulier des études et des recherches scientifiques sur le phénomène de violence en milieu scolaire, d'absentéisme, de décrochage scolaire et d'abandon scolaire précoce, principalement en Belgique et en Europe ;
- 8° promouvoir et faire connaître auprès des acteurs de l'enseignement des initiatives dont l'objet est la prévention et la gestion des violences en milieu scolaire, compte tenu des orientations proposées par le Comité de pilotage, visé à l'article 11 du décret « intersectoriel » Enseignement – Aide à la Jeunesse ;
- 9° rédiger tous les trois ans un rapport d'évaluation des dispositifs visés aux sections 3 à 6 du présent chapitre et à la section 1 du chapitre 2 du présent titre et, pour la première fois, avant le 31 décembre 2014 ; ce rapport est transmis au Gouvernement et à la Commission de Pilotage.

## SECTION VII

### De la Cellule administrative de coordination des actions de prévention de la violence en milieu scolaire, de l'absentéisme, du décrochage scolaire et de l'abandon scolaire précoce

#### Art. 22

§ 1<sup>er</sup>. Il est créé au sein de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire une Cellule administrative de coordination des actions de prévention de la violence en milieu scolaire, de l'absentéisme, du décrochage scolaire et de l'abandon scolaire précoce, composée de la manière suivante :

- 1° deux agents de niveau 1 ;
- 2° un agent de niveau 2+ ;
- 3° un agent de niveau 2.

§ 2. La cellule est chargée, notamment, de :

- 1° assurer la coordination et le suivi administratifs de l'action des services visés au titre II, chapitre 1<sup>er</sup>, sections 3 à 6 et au chapitre 2, section 1 ;
- 2° assurer le suivi administratif de l'action des services d'accrochage scolaire (SAS) ;
- 3° coordonner et soutenir administrativement la formation des élèves à la médiation ou à la délégation d'élève telle que prévue à l'article 19 afin de préparer les jeunes à participer à la prévention de la violence scolaire.

## CHAPITRE II

### De l'accrochage scolaire

## SECTION PREMIÈRE

### De la prévention du décrochage scolaire

#### Art. 23

Au plus tard à partir du dixième demi-jour d'absence injustifiée d'un élève, le chef d'établissement ou son délégué convoque l'élève et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur, par courrier recommandé avec accusé de réception, selon les modalités précises fixées par le Gouvernement.

Le chef d'établissement ou son délégué rappelle les dispositions relatives aux absences scolaires à l'élève et à ses parents ou à la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur. Il envisage avec eux des actions visant à prévenir les absences et leur rappelle leurs responsabilités.

Le Gouvernement détermine la nature et la durée des absences qui sont considérées comme justifiées, telles que maladie de l'élève couverte par un certificat médical, convocation par une autorité publique, décès d'un parent, participation à des compétitions pour les sportifs de haut niveau. Il détermine également la nature et la durée des absences dont la justification peut être laissée à l'appréciation du chef d'établissement notamment les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles, liés à des problèmes familiaux, de santé mentale ou physique de l'élève, de transports. Le règlement d'ordre intérieur de l'établissement mentionne ces dispositions.

#### Art. 24

A défaut de présentation à la convocation visée à l'article 23 et chaque fois qu'il l'estime utile après évaluation de la situation, le chef d'établissement :

- 1° soit délègue au domicile ou au lieu de résidence de l'élève un membre du personnel auxiliaire d'éducation ou le mandate pour prendre contact avec la famille par tout autre moyen ;
- 2° soit sollicite, du coordonnateur compétent du service de médiation visé à l'article 11, l'intervention d'un médiateur ;
- 3° soit sollicite, du directeur du centre psychomédico-social, l'intervention d'un membre de son équipe.

#### Art. 25

Lorsque le chef d'établissement constate à propos d'un élève mineur soumis à l'obligation scolaire soit qu'il est en difficulté, soit que sa santé ou sa sécurité sont en danger, soit que ses conditions d'éducation sont compromises par son comportement, celui de sa famille ou de ses familiers, notamment en cas d'absentéisme suspect, il est tenu de signaler cet état de fait au Conseiller de l'Aide

à la Jeunesse selon les modalités de communication et de motivation préalablement définies avec ce dernier.

Dans l'enseignement secondaire, lorsqu'un élève mineur soumis à l'obligation scolaire compte plus de 20 demi-journées d'absence injustifiée, le chef d'établissement est tenu de le signaler à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.

Toute nouvelle absence injustifiée est signalée mensuellement selon les mêmes procédures.

Les absences sont prises en compte à partir du 5<sup>ème</sup> jour ouvrable de septembre.

#### Art. 26

A partir du deuxième degré de l'enseignement secondaire, l'élève qui compte, au cours d'une même année scolaire plus de 20 demi-jours d'absence injustifiée perd la qualité d'élève régulier sauf dérogation accordée par le Ministre en raison de circonstances exceptionnelles.

L'élève majeur qui compte, au cours d'une même année scolaire, plus de 20 demi-jours d'absence injustifiée peut être exclu de l'établissement selon les modalités fixées aux articles 81, § 2, et 82 du décret « Missions ».

Pour l'application des alinéas 1<sup>er</sup> et 2, les absences non justifiées relevées dans l'enseignement ordinaire de plein exercice ne sont pas prises en compte lorsqu'un élève s'inscrit dans l'enseignement spécialisé ou dans l'enseignement secondaire en alternance au cours de la même année scolaire.

#### Art. 27

Au plus tard le 31 août de l'année scolaire écoulée, la Direction générale de l'Enseignement obligatoire transmet au Gouvernement, le relevé, le cas échéant, par pouvoir organisateur et par établissement :

- 1° des élèves soumis à l'obligation scolaire, non inscrits dans un établissement scolaire organisé ou subventionné par la Communauté française et non autorisés à suivre un enseignement à domicile ;
- 2° des élèves signalés à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire en vertu de l'article 25, alinéa 2 ;
- 3° des absences des élèves qui ont fait l'objet d'une dérogation ministérielle pour arrivée tardive sur la base de l'article 79, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret « Missions ».

## SECTION II

### Du dispositif interne d'accrochage scolaire (DIAS)

#### Art. 28

§ 1<sup>er</sup>. Dans le cadre de leur projet d'établissement visé à l'article 67 du décret « Missions » et, le cas échéant, de leur projet général d'action d'encadrement différencié (PGAED), visé à l'article 8 du décret « encadrement différencié », les établissements d'enseignement secondaire ordinaire peuvent mettre en place un dispositif interne d'accrochage scolaire (DIAS).

§ 2. L'objectif du DIAS est de :

- 1° prévenir le décrochage scolaire visé à l'article 4, 3°, b), d'élèves en difficulté avec l'école ;
- 2° aider les élèves qui en bénéficient à reconstruire la confiance et l'estime de soi et à développer tant un projet personnel qu'un projet de formation.

Ce dispositif s'inscrit dans le cadre d'une politique globale d'établissement en vue d'instaurer un climat de bien-être dans l'école, laquelle est définie, s'il échet, au sein de la Cellule de concertation locale.

§ 3. La conception et la gestion du DIAS sont confiées à une équipe pluridisciplinaire, qui peut être composée d'enseignants, de membres du personnel auxiliaire d'éducation, de membres de l'équipe du Centre psycho-médico-social. Il peut également faire appel à des partenaires extérieurs.

#### Art. 29

Le Conseil de classe décide des élèves qui peuvent bénéficier du DIAS.

Pour les élèves mineurs, l'accord de leurs parents ou de la personne investie de l'autorité parentale est requis.

Les élèves qui bénéficient du DIAS restent inscrits dans leur classe d'origine ; leur situation administrative n'est en rien modifiée.

#### Art. 30

§ 1<sup>er</sup>. Avec l'aide du centre psycho-médico-social et de membres de l'équipe en charge du DIAS, le Conseil de classe construit un plan personnalisé pour chacun des élèves visés à l'article 29, après concertation avec l'élève et avec ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur.

§ 2. Le plan personnalisé, construit pour et avec le jeune, peut comprendre :

- 1° des cours de formation commune ;
- 2° des activités complémentaires ;

- 3° des ateliers de coopération, de socialisation, de communication ou d'expression ;
- 4° des temps et démarches consacrés à l'orientation scolaire, à la construction d'un projet personnel ;
- 5° des stages d'observation et d'initiation ;
- 6° des activités visant à faire croître la motivation, la confiance, l'estime de soi ;
- 7° des stages d'immersion dans diverses formes et filières d'enseignement ;
- 8° la réalisation d'un projet disciplinaire, interdisciplinaire, artistique, technologique, sportif ou autre ;
- 9° des moments de prise en charge par un service externe ;
- 10° des actions sociales, citoyennes, (inter)-culturelles ;
- 11° la préparation à la présentation d'un jury externe.

§ 3. Le Conseil de classe est chargé d'évaluer, de préciser voire d'amender le plan personnalisé.

§ 4. Le plan personnalisé est établi pour une durée d'un mois, avec pour but, au terme de la période déterminée, de réintégrer l'élève, dans sa classe ou dans un autre parcours scolaire, dans le respect des conditions d'admission.

§ 5. Après évaluation, le plan personnalisé peut être reconduit mois par mois, par le Conseil de classe. Les parents ou la personne investie de l'autorité parentale en sont tenus informés.

§ 6. Il reste possible que l'élève concerné soit pris en charge à tout moment par un des services d'accrochage scolaire (SAS), dans le respect des conditions d'admission.

§ 7. Le plan personnalisé est tenu à la disposition du service de l'Inspection et des services du Gouvernement.

§ 8. Chaque élève faisant l'objet d'un plan personnalisé dans le cadre du DIAS bénéficie de l'accompagnement d'une personne de référence.

§ 9. L'encadrement des activités liées au plan personnalisé peut être attribué dans le cadre de sa fonction à tout membre du personnel directeur et enseignant ou du personnel auxiliaire d'éducation.

### SECTION III

#### Des dispositifs externes d'accrochage scolaire

##### Art. 31

Lorsqu'un mineur exclu ne peut être réinscrit dans un établissement scolaire, conformément aux articles 82, alinéa 4, et 90, § 2, alinéa 5, du décret « Missions », le Ministre peut considérer comme

satisfaisant aux obligations relatives à la fréquentation scolaire :

- 1° la prise en charge, pour une période ne pouvant dépasser trois mois, renouvelable une fois, du jeune par des services qui apportent leur concours à l'exécution de décisions individuelles dans le cadre des programmes d'aide élaborés soit par le conseiller de l'Aide à la Jeunesse, soit par le directeur de l'Aide à la Jeunesse, soit par le Tribunal de la jeunesse ;
- 2° la prise en charge, pour une période ne pouvant dépasser trois mois, renouvelable une fois, du jeune par un des services d'accrochage scolaire (SAS).

Sur base d'une demande motivée adressée par le service d'accrochage scolaire (SAS) à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire, le Ministre qui a l'Enseignement obligatoire dans ses attributions peut accorder à un jeune une dérogation pour qu'il puisse bénéficier d'une prise en charge par le SAS prolongée au-delà du 15 avril et jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours, même si la durée totale de cette prise en charge excède la durée maximale fixée à l'article 34.

Le conseiller de l'Aide à la Jeunesse, le directeur de l'Aide à la Jeunesse, le Tribunal de la jeunesse ou le service d'accrochage scolaire (SAS) notifient à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire la date de début et de fin de prise en charge prévue, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

##### Art. 32

Dans les situations visées à l'article 4, 1°, 2°, et 3°, b), sur demande conjointe du mineur, de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, du chef d'établissement pour l'enseignement de la Communauté française, du pouvoir organisateur ou de son délégué pour l'enseignement subventionné, après avoir pris l'avis du conseil de classe et du Centre psycho-médico-social, le Ministre peut aussi autoriser un élève, qui reste régulièrement inscrit dans son établissement, à être pris en charge, pour une période ne dépassant pas trois mois, renouvelable une fois, par :

- 1° des services qui apportent leur concours à l'exécution de décisions individuelles dans le cadre des programmes d'aide élaborés, soit par le conseiller de l'Aide à la Jeunesse, soit par le directeur de l'Aide à la Jeunesse, soit par le Tribunal de la jeunesse ;
- 2° un des services d'accrochage scolaire (SAS).

À défaut pour le centre psycho-médico-social d'avoir rendu l'avis visé à l'alinéa 1er dans les 10 jours ouvrables de la demande, l'avis est réputé favorable.

Sur base d'une demande motivée adressée par le service d'accrochage scolaire (SAS) à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire, le Ministre qui a l'Enseignement obligatoire dans ses attributions peut accorder à un jeune une dérogation pour qu'il puisse bénéficier d'une prise en charge par le SAS prolongée au-delà du 15 avril et jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours, même si la durée totale de cette prise en charge excède la durée maximale fixée à l'article 34.

Le conseiller de l'Aide à la Jeunesse, le directeur de l'Aide à la Jeunesse, le Tribunal de la jeunesse ou le service d'accrochage scolaire (SAS) notifient à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire la date de début et de fin de prise en charge prévue, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

#### Art. 33

Dans les situations visées à l'article 4, 3°, a), 1) ou 2), sur demande conjointe du mineur et de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, et après avis favorable de la Commission zonale des inscriptions ou de la Commission décentralisée ou à défaut de l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs compétents, le ministre peut aussi autoriser un élève à être pris en charge, pour une période ne dépassant pas trois mois, renouvelable une fois, par :

- 1° des services qui apportent leur concours à l'exécution de décisions individuelles dans le cadre des programmes d'aide élaborés, soit par le conseiller de l'Aide à la Jeunesse, soit par le directeur de l'Aide à la Jeunesse, soit par le Tribunal de la jeunesse ;
- 2° un des services d'accrochage scolaire (SAS).

Sur base d'une demande motivée adressée par le service d'accrochage scolaire (SAS) à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire, le Ministre qui a l'Enseignement obligatoire dans ses attributions peut accorder à un jeune une dérogation pour qu'il puisse bénéficier d'une prise en charge par le SAS prolongée au-delà du 15 avril et jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours, même si la durée totale de cette prise en charge excède la durée maximale fixée à l'article 34.

Le conseiller de l'Aide à la Jeunesse, le directeur de l'Aide à la Jeunesse, le Tribunal de la jeunesse ou le service d'accrochage scolaire visé à l'alinéa 1er, 2°, notifient à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire la date de début et de fin de prise en charge prévue, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

#### Art. 34

La prise en charge d'un mineur par un des services visés aux articles 31, 32 et 33 ne peut dépasser

au total six mois par année scolaire et une année sur l'ensemble de la scolarité du mineur. La période de prise en charge située pendant les congés et les vacances scolaires n'est pas prise en considération dans le calcul de la durée de prise en charge du mineur.

### SECTION IV

#### Du dispositif favorisant le retour réussi à l'école

#### Art. 35

§ 1er. Le chef d'établissement définit les dispositions qui, tant au niveau collectif qu'individuel, permettront à un mineur qui a bénéficié des services d'un des services d'accrochage scolaire (SAS), de reprendre sa scolarité dans les meilleures conditions.

§ 2. Il prend les dispositions visées au paragraphe 1er, en concertation avec les acteurs concernés, au sein de la cellule de concertation locale si elle a été mise en place.

Pour leur mise en œuvre,

- 1° il s'appuie sur les services internes tels que définis à l'article 1er, 4°, du décret « intersectoriel » Enseignement – Aide à la Jeunesse ;
- 2° il travaille en concertation étroite avec le centre psycho-médico-social, afin d'articuler au mieux les mesures relevant de l'accompagnement pédagogique, qui sont du ressort de l'équipe éducative, et la prise en compte de la dimension psycho-médico-sociale, qui est du ressort de l'équipe du centre psycho-médico-social.

§ 3. Les membres de l'équipe du centre psycho-médico-social facilitent l'intervention des services externes, tels que définis dans l'article 1er, 5°, du décret « intersectoriel » Enseignement – Aide à la Jeunesse, auxquels l'école peut recourir pour faciliter l'intégration ou la réintégration du jeune dans l'établissement et le processus de construction d'un projet personnel.

#### Art. 36

Une fois intégré ou réintégré dans un établissement scolaire à l'issue de la prise en charge prévue aux articles 31, 32 et 33, l'élève peut fréquenter le service d'accrochage scolaire qui a assuré sa prise en charge, à raison de maximum deux demi-jours par semaine au cours des deux mois qui suivent son intégration ou sa réintégration.

La fréquentation du service d'accrochage scolaire durant cette période fait l'objet d'une convention entre le chef d'établissement, l'élève, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, le centre psycho-médico-social et le service d'accrochage scolaire concernés.

**Art. 37**

§ 1er. Pour assurer l'accompagnement dans les meilleures conditions possibles, de l'intégration ou de la réintégration des élèves dont la prise en charge par un service d'accrochage scolaire a pris fin, l'établissement scolaire qui accueille en premier un jeune à l'issue de sa prise en charge, se voit octroyer, pour chaque élève (ré)intégré, six périodes supplémentaires au nombre total de périodes-professeur dans l'enseignement ordinaire ou six périodes supplémentaires au capital-périodes dans l'enseignement spécialisé, sans jamais dépasser un total de vingt-quatre périodes par établissement.

Lorsqu'un élève a été pris en charge par un service d'accrochage scolaire jusqu'au 30 juin d'une année scolaire et est réintégré dans un établissement scolaire au début de l'année scolaire suivante, l'établissement qui l'accueille peut demander l'activation de ces moyens complémentaires à ce moment.

Le chef d'établissement informe la Direction générale de l'Enseignement obligatoire de sa demande d'activation de ces moyens supplémentaires.

Dès lors que la demande visée à l'alinéa précédent a été transmise selon les modalités fixées par le Gouvernement, les moyens supplémentaires peuvent être utilisés, pour une période de deux mois (compte non tenu des périodes de vacances et congés scolaires entre le 1er septembre et le 30 juin), dès le onzième jour scolaire qui suit l'intégration ou la réintégration du jeune dans l'établissement scolaire.

§ 2. Un membre du personnel de l'établissement scolaire peut être affecté à l'accompagnement de l'intégration ou de la réintégration des élèves visés au paragraphe 1er.

Les moyens supplémentaires visés au paragraphe 1er permettent l'affectation à l'accompagnement de l'élève ou des élèves accueilli(s) :

- 1° d'un membre du personnel enseignant ou auxiliaire d'éducation détaché à titre temporaire de tout ou partie de la fonction qu'il exerce à titre définitif dans l'établissement, lui-même étant remplacé à concurrence du nombre d'heures de détachement par un membre du personnel engagé à titre temporaire ;
- 2° d'un membre du personnel enseignant ou auxiliaire d'éducation engagé ou désigné à titre temporaire.

§ 3. Lorsqu'un établissement scolaire, qui bénéficie déjà, pour un premier élève, de six périodes supplémentaires conformément au paragraphe 1er, accueille un second élève dont la prise en charge par un service d'accrochage scolaire a

pris fin, le membre du personnel chargé de l'accompagnement conformément au paragraphe 2, peut voir cette charge étendue.

Lorsque ce membre du personnel a été désigné ou engagé à titre temporaire, sa désignation ou son engagement à titre temporaire, est prolongé(e) de telle sorte que le second élève accueilli bénéficie de l'accompagnement pour une période de deux mois.

Le même mécanisme est appliqué pour tout élève supplémentaire accueilli, sans toutefois que le détachement, la désignation ou l'engagement visés aux alinéas précédents, puisse dépasser le 30 juin de l'année scolaire en cours.

**Art. 38**

Le membre du personnel enseignant ou du personnel auxiliaire d'éducation, affecté à l'accompagnement de l'intégration ou de la réintégration d'un ou de plusieurs élèves conformément à l'article 37, peut accompagner un élève au sein du service d'accrochage scolaire, lorsque ce dernier le fréquente en application de la convention visée à l'article 36.

**Art. 39**

Des établissements scolaires peuvent mettre en commun les moyens supplémentaires promérités en vertu de l'article 37 et s'engager par convention à les attribuer à un membre du personnel de l'un des établissements partenaires de ladite convention.

**Art. 40**

Les facilitateurs visés par l'article 18 du décret « intersectoriel » Enseignement – Aide à la Jeunesse du NNN prêtent leur concours à la bonne articulation globale des actions menées dans la zone à laquelle ils ont été affectés, tant dans les établissements scolaires que dans les services d'accrochage scolaire (SAS), à l'égard des élèves pris en charge par un des services d'accrochage scolaire (SAS) au cours de cette prise en charge et après la (ré)intégration de l'élève à l'école.

**CHAPITRE III****De l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire****Art. 41**

§1er En ce qui concerne l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire, les rencontres prévues à l'article 6, § 3, portent, entre autres, sur la manière :

- 1° de placer l'élève au cœur du processus d'apprentissage, comme sujet et non comme objet d'orientation ;



- 2° de permettre à l'élève de prendre conscience de ses caractéristiques personnelles et de les développer avec le souci conjoint tant du devenir collectif solidaire que de l'épanouissement de sa personnalité et de sa responsabilité ;
- 3° de favoriser la découverte et l'expérimentation comme condition nécessaire à l'élaboration de la capacité d'opérer des choix scolaires et des choix de vie qui font sens pour les élèves ;
- 4° d'encourager les élèves à élargir le champ des possibles, d'éveiller leur curiosité et leur envie de découvrir des alternatives ;
- 5° de les accompagner dans leur(s) questionnement(s) sur les valeurs et les enjeux liés aux choix auxquels ils sont confrontés ;
- 6° d'envisager l'orientation comme un processus continu d'appui aux personnes tout au long de leur vie pour qu'elles élaborent et mettent en œuvre leur projet personnel, scolaire et professionnel en clarifiant leurs aspirations et leur compétences par l'information et le conseil sur les réalités du travail, l'évolution des métiers et professions, du marché de l'emploi, des réalités économiques et de l'offre de formation ainsi que des mutations sociétales.

§ 2. Les actions entreprises et les collaborations développées visent à articuler une orientation positive, globale, prenant en compte la diversité et la complexité, ouvrant le champ des possibles et se développant tout au long de la scolarité avec une orientation ciblée, focalisée sur les moments-charnières du parcours scolaire, centrée, notamment, sur la prise de décision liée au choix d'option, d'école, ou de profession.

### TITRE III

#### Mesures modificatives, abrogatoires et finales

##### CHAPITRE PREMIER

##### Mesures modificatives

##### SECTION PREMIÈRE

**Des modifications du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre**

#### Art. 42

Dans le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, l'intitulé du chapitre VIII est remplacé par ces mots : « De l'accès aux établissements ».

#### Art. 43

Dans le décret « Missions », l'article 74, abrogé par le décret du 14 novembre 2002 est rétabli en ces termes :

« Article 74. Les membres du personnel, les élèves ainsi que les membres des centres-psycho-médico-sociaux et du Service promotion de la santé à l'école œuvrant dans l'établissement ont accès aux locaux pendant et hors des heures de classe, en fonction des nécessités du service et des activités pédagogiques, selon les modalités définies par le chef d'établissement dans l'enseignement de la Communauté, par le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné.

Les parents et les personnes investies de l'autorité parentale ont également accès à l'établissement selon les modalités définies par le chef d'établissement dans l'enseignement de la Communauté, par le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné.

Sauf autorisation expresse du chef d'établissement pour l'enseignement de la Communauté française, du pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné ou de leurs délégués, les parents n'ont pas accès aux locaux où se donnent les cours et les différentes activités pédagogiques pendant la durée de ceux-ci. ».

#### Art. 44

Dans le décret Missions », l'article 75, abrogé par le décret du 14 novembre 2002 est rétabli en ces termes :

« Article 75. §1er. Dans l'exercice de leurs fonctions, ont également accès aux établissements scolaires :

- 1° les délégués du Gouvernement ;
- 2° les délégués du pouvoir organisateur pour l'enseignement qu'il organise ;
- 3° les inspecteurs et vérificateurs dûment désignés à cet effet par la Communauté française ;
- 4° les inspecteurs et délégués des différents services de l'Etat chargés des inspections en matière de santé publique et de respect de la législation du travail ;
- 5° le bourgmestre et ses délégués en matière de prévention des incendies ;
- 6° les officiers de police judiciaire, les officiers du ministère public, les services de police et de gendarmerie dûment munis d'un mandat d'amener, d'un mandat d'arrêt ou d'un mandat de perquisition ou dans les cas de flagrant délit ou crime ;
- 7° le personnel médical et infirmier dont l'intervention a été demandée.

Hors le cas d'urgence ou de flagrant délit ou de flagrant crime, toute personne visée à l'alinéa

1er se présente d'abord auprès du chef d'établissement ou de son délégué.

§ 2. Dans l'enseignement de caractère non confessionnel, les chefs de culte et leurs délégués ont accès de droit aux locaux où se donnent les cours de leur religion, pendant la durée de ceux-ci. Ils se présentent d'abord au chef d'établissement ou à son délégué. ».

#### Art. 45

Dans le décret « Missions », il est inséré un nouvel article 75bis rédigé comme suit :

« Article 75bis. § 1er. Toute personne qui ne se trouve pas dans les conditions des articles 74 et 75 doit solliciter du chef d'établissement ou de son délégué l'autorisation de pénétrer dans les locaux.

§ 2. Toute personne s'introduisant dans les locaux d'un établissement scolaire contre la volonté du chef d'établissement ou de son délégué, soit à l'aide de menaces ou de violences contre les personnes, soit au moyen d'effraction, d'escalade ou de fausses clefs est passible de tomber sous l'application de l'article 439 du Code pénal.

§ 3. Lors des journées portes ouvertes, les établissements scolaires perdent la protection accordée à leur qualité de domicile. ».

#### Art. 46

Dans le décret « Missions », il est inséré un article 79bis rédigé comme suit :

« Article 79bis. § 1er. Les mineurs séjournant illégalement sur le territoire, pour autant qu'ils y accompagnent leurs parents ou la personne investie de l'autorité parentale, sont admis dans les établissements scolaires.

Les chefs d'établissement reçoivent aussi l'inscription des mineurs non accompagnés. Dans ce cas, ils veillent à ce que le mineur entreprenne les démarches conduisant à sa prise en charge par une institution de manière à ce que l'autorité parentale soit exercée en sa faveur.

§ 2. L'élève mineur visé au paragraphe 1er est pris en considération pour le calcul de l'encadrement, des subventions ou des dotations au sein de l'établissement dans lequel il est scolarisé.

§ 3. En cas de doute, le Gouvernement décide :

- 1° si l'élève dont les parents ne peuvent prouver l'âge est ou non considéré comme mineur ;
- 2° si l'élève est considéré comme accompagnant ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale ;
- 3° si la fréquentation de l'élève est considérée comme régulière.

§ 4. Lorsqu'il devient majeur, l'élève mineur visé au paragraphe 1er, scolarisé dans un établis-

sement scolaire bénéficiant de la disposition visée au paragraphe 2, est pris en considération pour le calcul de l'encadrement, des subventions ou des dotations au sein de cet établissement, ou s'il le quitte, de tout autre établissement d'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française où il est inscrit, sous réserve qu'il remplisse les conditions pour être élève régulier au moment du comptage. ».

#### Art. 47

Dans le décret « Missions », à l'article 81,

- 1° le paragraphe 1er est complété par les mots « tels qu'énoncés au paragraphe 1er /1 » ;
- 2° il est inséré un paragraphe 1er/1 rédigé comme suit :
 

« § 1er/1. Sont, notamment, considérés comme faits portant atteinte à l'intégrité physique, psychologique ou morale d'un membre du personnel ou d'un élève ou compromettant l'organisation ou la bonne marche d'un établissement scolaire et pouvant justifier l'exclusion définitive :

  - 1° tout coup et blessure porté sciemment par un élève à un autre élève ou à un membre du personnel, dans l'enceinte de l'établissement ou hors de celle-ci, ayant entraîné une incapacité même limitée dans le temps de travail ou de suivre les cours ;
  - 2° tout coup et blessure porté sciemment par un élève à un délégué du pouvoir organisateur, à un membre des services d'inspection ou de vérification, à un délégué de la Communauté française, dans l'enceinte de l'établissement ou hors de celle-ci, ayant entraîné une incapacité de travail même limitée dans le temps ;
  - 3° tout coup et blessure porté sciemment par un élève à une personne autorisée à pénétrer au sein de l'établissement lorsqu'ils sont portés dans l'enceinte de l'établissement, avant entraîné une incapacité de travail même limitée dans le temps ;
  - 4° l'introduction ou la détention par un élève au sein d'un établissement scolaire ou dans le voisinage immédiat de cet établissement de quelque arme que ce soit visée, sous quelque catégorie que ce soit, à l'article 3 de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions ;
  - 5° toute manipulation hors de son usage didactique d'un instrument utilisé dans le cadre de certains cours ou activités pédagogiques lorsque cet instrument peut causer des blessures ;
  - 6° l'introduction ou la détention, sans raison légitime, par un élève au sein d'un établis-

sement scolaire ou dans le voisinage immédiat de cet établissement de tout instrument, outil, objet tranchant, contondant ou blessant ;

- 7° l'introduction ou la détention par un élève au sein d'un établissement ou dans le voisinage immédiat de cet établissement de substances inflammables sauf dans les cas où celles-ci sont nécessaires aux activités pédagogiques et utilisées exclusivement dans le cadre de celles-ci ;
- 8° l'introduction ou la détention par un élève au sein d'un établissement ou dans le voisinage immédiat de cet établissement de substances visées à l'article 1er de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectantes ou antiseptiques, en violation des règles fixées pour l'usage, le commerce et le stockage de ces substances ;
- 9° le fait d'extorquer, à l'aide de violences ou de menaces, des fonds, valeurs, objets, promesses d'un autre élève ou d'un membre du personnel dans l'enceinte de l'établissement ou hors de celle-ci ;
- 10° le fait d'exercer sciemment et de manière répétée sur un autre élève ou un membre du personnel une pression psychologique insupportable, par insultes, injures, calomnies ou diffamation.

Le Gouvernement arrête des modalités particulières pour l'application de l'alinéa 1er, 4°, dans les établissements organisant une option « armurerie ». ».

#### Art. 48

Dans le décret « Missions », il est inséré à l'article 81 un paragraphe 1er /2 rédigé comme suit :

« § 1er/2. Lorsqu'il peut être apporté la preuve qu'une personne étrangère à l'établissement a commis un des faits graves visés au paragraphe 1er/1, sur l'instigation ou avec la complicité d'un élève de l'établissement, ce dernier est considéré comme ayant commis un fait portant atteinte à l'intégrité physique, psychologique ou morale d'un membre du personnel ou d'un élève ou compromettant l'organisation ou la bonne marche d'un établissement scolaire et pouvant justifier l'exclusion définitive prévue aux articles 81 et 89 du décret.

L'alinéa 1er n'est pas applicable à l'élève mineur pour un fait commis par ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale. ».

#### Art. 49

Dans le décret « Missions », les articles 84, 85, 92 et 93 sont abrogés.

#### Art. 50

Dans le décret « Missions », à l'article 89,

- 1° le paragraphe 1er est complété par les mots « tels qu'énoncés au paragraphe 1er /1 » ;
- 2° il est inséré un paragraphe 1er/1 rédigé comme suit :
 

« § 1er/1. Sont, notamment, considérés comme faits portant atteinte à l'intégrité physique, psychologique ou morale d'un membre du personnel ou d'un élève ou compromettant l'organisation ou la bonne marche d'un établissement scolaire et pouvant justifier l'exclusion définitive :

  - 1° tout coup et blessure porté sciemment par un élève à un autre élève ou à un membre du personnel, dans l'enceinte de l'établissement ou hors de celle-ci, ayant entraîné une incapacité même limitée dans le temps de travail ou de suivre les cours ;
  - 2° tout coup et blessure porté sciemment par un élève à un délégué du pouvoir organisateur, à un membre des services d'inspection ou de vérification, à un délégué de la Communauté française, dans l'enceinte de l'établissement ou hors de celle-ci, ayant entraîné une incapacité de travail même limitée dans le temps ;
  - 3° tout coup et blessure porté sciemment par un élève à une personne autorisée à pénétrer au sein de l'établissement lorsqu'ils sont portés dans l'enceinte de l'établissement, avant entraîné une incapacité de travail même limitée dans le temps ;
  - 4° l'introduction ou la détention par un élève au sein d'un établissement scolaire ou dans le voisinage immédiat de cet établissement de quelque arme que ce soit visée, sous quelque catégorie que ce soit, à l'article 3 de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions ;
  - 5° toute manipulation hors de son usage didactique d'un instrument utilisé dans le cadre de certains cours ou activités pédagogiques lorsque cet instrument peut causer des blessures ;
  - 6° l'introduction ou la détention, sans raison légitime, par un élève au sein d'un établissement scolaire ou dans le voisinage immédiat de cet établissement de tout instrument, outil, objet tranchant, contondant ou blessant ;
  - 7° l'introduction ou la détention par un élève au sein d'un établissement ou dans le voisinage immédiat de cet établissement de substances inflammables sauf dans les cas où celles-ci sont nécessaires aux activités pédagogiques et utilisées exclusivement dans le cadre de celles-ci ;

- 8° l'introduction ou la détention par un élève au sein d'un établissement ou dans le voisinage immédiat de cet établissement de substances visées à l'article 1er de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectantes ou antiseptiques, en violation des règles fixées pour l'usage, le commerce et le stockage de ces substances ;
- 9° le fait d'extorquer, à l'aide de violences ou de menaces, des fonds, valeurs, objets, promesses d'un autre élève ou d'un membre du personnel dans l'enceinte de l'établissement ou hors de celle-ci ;
- 10° le fait d'exercer sciemment et de manière répétée sur un autre élève ou un membre du personnel une pression psychologique insupportable, par insultes, injures, calomnies ou diffamation.

Le Gouvernement arrête des modalités particulières pour l'application de l'alinéa 1er, 4°, dans les établissements organisant une option "armurerie". ».

#### Art. 51

Dans le décret « Missions », il est inséré à l'article 89, un paragraphe 1er/2, rédigé comme suit :

« § 1er /2. Lorsqu'il peut être apporté la preuve qu'une personne étrangère à l'établissement a commis un des faits graves visés au paragraphe 1er/1 1er, sur l'instigation ou avec la complicité d'un élève de l'établissement, ce dernier est considéré comme ayant commis un fait portant atteinte à l'intégrité physique, psychologique ou morale d'un membre du personnel ou d'un élève ou compromettant l'organisation ou la bonne marche d'un établissement scolaire et pouvant justifier l'exclusion définitive prévue aux articles 81 et 89.

L'alinéa 1er n'est pas applicable à l'élève mineur pour un fait commis par ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale. ».

## SECTION II

### Modification du décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des Centres psycho-médico-sociaux

#### Art. 52

Dans le décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des Centres psycho-médico-sociaux, est inséré un article 9/1, rédigé comme suit :

« Article 9/1. - Les centres psycho-médico-sociaux apportent leur collaboration aux politiques et dispositifs mis en place par le décret du

NNN organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'aide à la jeunesse en faveur de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation et par le décret du MMM organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire. ».

#### Art. 53

Dans le même décret, à l'article 10,

- 1° l'alinéa unique devient le paragraphe 1er ;
- 2° il est inséré un paragraphe 2, rédigé comme suit :
- « Le centre psycho-médico-social exerce ces activités à l'interface :
- 1° entre les ressources internes à l'école et celles disponibles dans l'environnement familial et personnel de l'élève ;
- 2° entre les ressources internes à l'école et les ressources du monde extrascolaire qui peuvent être mobilisées tant au niveau individuel que collectif. ».

#### Art. 54

Dans le même décret, le titre de la section IX du Chapitre II « L'éducation à la santé » est remplacé par « L'éducation à la santé et au bien-être des jeunes à l'école et leur promotion ».

#### Art. 55

Dans le même décret, l'article 31 est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« § 1er Le centre met en place ou assume, en collaboration avec la direction de l'établissement scolaire et avec l'équipe éducative ainsi que, le cas échéant, avec le Service PSE, un projet et des actions visant à promouvoir la santé et le bien-être des jeunes à l'école.

§ 2 Les projets et actions visées au paragraphe 1er ont pour objectif de développer un climat d'école favorisant le bien-être des élèves, le vivre ensemble et la sérénité propice aux apprentissages, particulièrement en permettant :

- 1° d'éclairer le choix et de développer le potentiel de choix des élèves ;
- 2° d'augmenter le potentiel d'action collective de sorte que la communauté scolaire prenne elle-même en charge les modifications favorables à son milieu de vie.

§ 3 La priorité est donnée aux projets qui privilégient une approche globale et durable de la

santé et du bien-être des jeunes, intégrant notamment les dimensions physiques, mentales et sociales.

§ 4 Les activités consistent tant en l'accompagnement individuel qu'en la mise en place d'actions collectives. Elles s'inscrivent tout à la fois dans une perspective de recherche de solution à un problème détecté que dans une visée de prévention.».

### SECTION III

#### Des modifications aux décrets et arrêtés fixant le statut des membres du personnel de l'enseignement

##### SOUS-SECTION PREMIÈRE

Des modifications à l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

#### Art. 56

A l'alinéa 3 de l'article 51bis de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, le mot « octies » est remplacé par le mot : « quindécies ».

#### Art. 57

Dans le même arrêté royal du 22 mars 1969, il est inséré dans le chapitre III bis une section 7 intitulée comme suit : « De l'assistance en justice et de l'assistance psychologique ».

#### Art. 58

Dans le même arrêté royal du 22 mars 1969, il est inséré une section 7 rédigée comme suit :

« Article 51nonies. - Dans la présente section, on entend par « victime » le « membre du personnel victime d'un acte de violence » tel que défini à l'article 51bis, alinéa 2 du présent arrêté.

Article 51decies. - § 1er. La victime peut bénéficier d'une assistance en justice visée au § 2 et/ou de l'assistance psychologique visée au § 3.

§ 2. L'assistance en justice consiste en la prise en charge totale ou partielle des honoraires et des frais d'avocat et de procédure.

§ 3. L'assistance psychologique consiste en la prise en charge de maximum douze séances de consultation auprès d'un psychologue et/ou d'un psychiatre dans le but de fournir une aide immédiate à la victime d'un acte de violence.

§ 4. La victime recourt au prestataire de l'assistance de son choix.

Le cas échéant, le Service concerné visé à l'article 51terdecies lui communique, à sa demande et à titre indicatif, une liste de prestataires à contacter en cas d'agression.

La victime communique à ce Service concerné le nom du/des prestataire(s) de son choix qui prend/prennent en charge son dossier.

Article 51undécies. - § 1er. Sauf cas de force majeure dûment justifiée, la victime introduit la demande d'assistance en justice visée à l'article 51decies, § 2, et/ou psychologique visée à l'article 51decies, § 3, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le mois qui suit la survenance des faits.

Lorsque la victime exerce ses fonctions dans l'Enseignement obligatoire, la demande visée à l'alinéa 1er est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. Celle-ci vérifie si les conditions de la présente section sont remplies.

Lorsque la victime exerce sa fonction au sein d'un établissement d'enseignement supérieur non universitaire, la demande visée à l'alinéa 1er est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire.

§ 2. Dans le même délai, la victime envoie également par lettre recommandée avec accusé de réception, copie de la demande au chef d'établissement pour les établissements, au directeur du centre pour les Centres-psycho-médico-sociaux.

§ 3. La demande indique, dans la mesure du possible, les causes, les circonstances et les conséquences probables de l'acte de violence.

§ 4. Le chef d'établissement ou le directeur du centre, selon le cas, dont relève la victime, fait parvenir son avis à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou à la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, dans les trois jours ouvrables de la réception de la copie de la demande visée au § 1er.

Il remet à la victime une copie de son avis.

Article 51duodécies. - § 1er. La décision d'octroi d'assistance est prise dans les 15 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée à l'article 51undécies, § 1er, par la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Di-

rection générale de l'Enseignement non obligatoire selon le cas.

§ 2. En cas de refus, le membre du personnel ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, peut introduire, via la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, un recours auprès du Ministre fonctionnel.

Le recours est introduit par lettre recommandée dans les 15 jours ouvrables qui suivent la notification du refus d'octroi d'assistance.

Article 51ter decies. - § 1er. La gestion de l'assistance en justice et psychologique relève du Service général d'Appui de la Direction générale de l'Audit, de la Coordination et de l'Appui.

§2. Dans la présente section, par Service concerné, il faut entendre le Service visé au § 1er.

Article 51quater decies. - § 1er. La prise en charge des honoraires et des frais d'avocat, de procédure et de consultation psychologique et/ou psychiatrique ne peut pas excéder, par sinistre, 3.718,40 euros.

§ 2. A titre exceptionnel, sur demande dûment motivée, la prise en charge peut excéder le seuil prévu au paragraphe 1er. La victime ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, introduit cette demande dûment motivée auprès du Service concerné.

§ 3. Les frais remboursés ou pris en charge, totalement ou partiellement, soit en vertu d'une autre disposition légale ou réglementaire, soit en vertu d'un contrat d'assurance souscrit par la victime ou par tout tiers, ne donnent pas lieu à une intervention.

§ 4. La victime communique au Service concerné les pièces justifiant les dépenses. A cet effet, sont communiqués, notamment, les citations, assignations et généralement tous les actes judiciaires dans les 10 jours ouvrables de leur remise ou signification.

§ 5. Le Service concerné apprécie les états de frais et d'honoraires visés aux paragraphes 1er et 2. Ce Service peut refuser ou interrompre son intervention lorsqu'il juge :

- 1° que la thèse de la victime n'est pas défendable ;
- 2° que la proposition transactionnelle faite par le tiers est équitable et sérieuse ;
- 3° qu'un recours contre une décision judiciaire intervenue ne présente pas de chance sérieuse de succès.

Toutefois, les frais ou honoraires pour lesquels le Service concerné a refusé ou interrompu son intervention en application de l'alinéa précédent sont pris en charge conformément au présent titre lorsque la victime obtient gain de cause par une

décision définitive non susceptible de recours ordinaire ou extraordinaire.

La décision du Service concerné de refuser ou d'interrompre son intervention est susceptible de recours auprès du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions dans un délai de 20 jours ouvrables à dater de la réception de ladite décision.

Article 51quindecies. - Les crédits nécessaires à couvrir les dépenses générées par les assistances en justice et psychologiques sont inscrits au budget de la Communauté française dans le cadre des crédits octroyés au service concerné. ».

## SOUS-SECTION II

### Des modifications à l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française

#### Art. 59

A l'alinéa 3 de l'article 37quater de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française, le chiffre « 37decies » est remplacé par le mot : « 37sedecies ».

#### Art. 60

Dans l'arrêté royal du 25 octobre 1971, il est inséré dans le chapitre VIIIter, une section 7 intitulée comme suit : « De l'assistance en justice et de l'assistance psychologique ».

#### Art. 61

La section 7, insérée par l'article 60 dans le chapitre VIIIter de l'arrêté royal du 25 octobre 1971, est rédigée comme suit :

« Article 37undecies. - Dans la présente section, on entend par « victime », le "membre du personnel victime d'un acte de violence" tel que défini à l'article 37quater, alinéa 2.

Article 37duodecies. - § 1er. La victime peut bénéficier d'une assistance en justice visée au § 2 et/ou de l'assistance psychologique visée au § 3.

§ 2. L'assistance en justice consiste en la prise en charge totale ou partielle des honoraires et des frais d'avocat et de procédure.

§ 3. L'assistance psychologique consiste en la prise en charge de maximum douze séances de consultation auprès d'un psychologue et/ou d'un

psychiatre dans le but de fournir une aide immédiate à la victime d'un acte de violence.

§ 4. La victime recourt au prestataire de l'assistance de son choix.

Le cas échéant, le Service concerné visé à l'article 51terdecies lui communique, à sa demande et à titre indicatif, une liste de prestataires à contacter en cas d'agression.

La victime communique à ce Service concerné le nom du/des prestataire(s) de son choix qui prend/prennent en charge son dossier.

Article 37terdecies. - § 1er. Sauf cas de force majeure dûment justifiée, la victime introduit la demande d'assistance en justice visée à l'article 51decies, § 2, et/ou psychologique visée à l'article 51decies, § 3, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le mois qui suit la survenance des faits.

Lorsque la victime exerce ses fonctions dans l'Enseignement obligatoire, la demande visée à l'alinéa 1er est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. Celle-ci vérifie si les conditions de la présente section sont remplies.

Lorsque la victime exerce sa fonction au sein d'un établissement d'enseignement supérieur non universitaire, la demande visée à l'alinéa 1er est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire.

§ 2. Dans le même délai, la victime envoie également par lettre recommandée avec accusé de réception, copie de la demande au chef d'établissement pour les établissements, au directeur du centre pour les centres-psycho-médico-sociaux.

§ 3. La demande indique, dans la mesure du possible, les causes, les circonstances et les conséquences probables de l'acte de violence.

§ 4. Le chef d'établissement ou le directeur du centre, selon le cas, dont relève la victime, fait parvenir son avis à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou à la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, dans les trois jours ouvrables de la réception de la copie de la demande visée au § 1er.

Il remet à la victime une copie de son avis.

Article 37quaterdecies. - §1er. La décision d'octroi d'assistance est prise dans les 15 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée à l'article 51undecies, § 1, par la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire selon le cas.

§ 2. En cas de refus, le membre du personnel ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, peut introduire, via la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direc-

tion générale de l'Enseignement non obligatoire, un recours auprès du Ministre fonctionnel.

Le recours est introduit par lettre recommandée dans les 15 jours ouvrables qui suivent la notification du refus d'octroi d'assistance.

Article 37quindecies. - § 1er. La gestion de l'assistance en justice et psychologique relève du Service général d'Appui de la Direction générale de l'Audit, de la Coordination et de l'Appui.

§ 2. Dans la présente section, par Service concerné, il faut entendre le Service visé au § 1er.

Article 37sedecies. - § 1er. La prise en charge des honoraires et des frais d'avocat, de procédure et de consultation psychologique et/ou psychiatrique ne peut pas excéder, par sinistre, 3.718,40 euros.

§ 2. A titre exceptionnel, sur demande dûment motivée, la prise en charge peut excéder le seuil prévu au paragraphe 1er. La victime ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, introduit cette demande dûment motivée auprès du Service concerné.

§ 3. Les frais remboursés ou pris en charge, totalement ou partiellement, soit en vertu d'une autre disposition légale ou réglementaire, soit en vertu d'un contrat d'assurance souscrit par la victime ou par tout tiers, ne donnent pas lieu à une intervention.

§ 4. La victime communique au Service concerné les pièces justifiant les dépenses. A cet effet, sont communiqués, notamment, les citations, assignations et généralement tous les actes judiciaires dans les 10 jours ouvrables de leur remise ou signification.

§ 5. Le Service concerné apprécie les états de frais et d'honoraires visés aux paragraphes 1 et 2. Ce Service peut refuser ou interrompre son intervention lorsqu'il juge :

- 1° que la thèse de la victime n'est pas défendable ;
- 2° que la proposition transactionnelle faite par le tiers est équitable et sérieuse ;
- 3° qu'un recours contre une décision judiciaire intervenue ne présente pas de chance sérieuse de succès.

Toutefois, les frais ou honoraires pour lesquels le Service concerné a refusé ou interrompu son intervention en application de l'alinéa précédent sont pris en charge conformément au présent titre lorsque la victime obtient gain de cause par une décision définitive non susceptible de recours ordinaire ou extraordinaire.

La décision du Service concerné de refuser ou d'interrompre son intervention est susceptible de recours auprès du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions dans un délai de 20

jours ouvrables à dater de la réception de ladite décision.

Article 37septies decies. - Les crédits nécessaires à couvrir les dépenses générées par les assistances en justice et psychologiques sont inscrits au budget de la Communauté française dans le cadre des crédits octroyés au service concerné. »

### SOUS-SECTION III

**Des modifications à l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de la Communauté française, des centres de formation de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés**

#### Art. 62

Dans l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des Centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des Centres psycho-médico-sociaux spécialisés de la Communauté française, des Centres de formation de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des Centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des Centres psycho-médico-sociaux spécialisés, il est inséré dans le chapitre II une section 1/1 intitulée comme suit : « De l'assistance en justice et de l'assistance psychologique ».

#### Art. 63

La section 1/1, insérée par l'article 62 dans le chapitre II du même arrêté royal du 27 juillet 1979, est rédigée comme suit :

« Article 2sexies. - Dans la présente section, il faut entendre par « acte de violence », toute atteinte physique et/ou psychologique commise avec une intention malveillante, toute agression à caractère racial, religieux ou sexiste contre un membre du personnel ainsi que toute détérioration aux biens de celui-ci commise soit par un élève, soit par un tiers sur instigation ou avec la complicité de celui-ci, soit par un membre de la famille de l'élève ou toute personne habitant sous le même toit, dans le cadre du service du membre du personnel ou en relation directe avec celui-ci, soit par tout autre personne n'appartenant pas au personnel de l'établissement, pour autant qu'il soit démontré par la victime que l'acte de violence est en relation directe avec le service.

Il faut entendre par « victime » : le membre du personnel visé par le présent décret qui est re-

connu victime d'un accident de travail résultant de l'acte défini à l'alinéa 1er par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail. ».

Article 2septies. - § 1er. La victime peut bénéficier d'une assistance en justice visée au § 2 et/ou de l'assistance psychologique visée au § 3.

§ 2. L'assistance en justice consiste en la prise en charge totale ou partielle des honoraires et des frais d'avocat et de procédure.

§ 3. L'assistance psychologique consiste en la prise en charge de maximum douze séances de consultation auprès d'un psychologue et/ou d'un psychiatre dans le but de fournir une aide immédiate à la victime d'un acte de violence.

§ 4. L'assistance en justice et l'assistance psychologique telles que définies aux paragraphes 2 et 3 ne sont octroyées que pour autant que la victime ait déposé plainte auprès des autorités judiciaires.

§ 5. La victime recourt au prestataire de l'assistance de son choix.

Le cas échéant, le Service concerné visé à l'article 51terdecies lui communique, à sa demande et à titre indicatif, une liste de prestataires à contacter en cas d'agression.

La victime communique à ce Service concerné le nom du/des prestataire(s) de son choix qui prend/prennent en charge son dossier.

Article 2octies. - § 1er. Sauf cas de force majeure dûment justifiée, la victime introduit la demande d'assistance en justice visée à l'article 51decies, § 2, et/ou psychologique visée à l'article 51decies, § 3, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le mois qui suit la survenance des faits.

Lorsque la victime exerce ses fonctions dans l'Enseignement obligatoire, la demande visée à l'alinéa 1er est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. Celle-ci vérifie si les conditions de la présente section sont remplies.

Lorsque la victime exerce sa fonction au sein d'un établissement d'enseignement supérieur non universitaire, la demande visée à l'alinéa 1er est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire.

§ 2. Dans le même délai, la victime envoie également par lettre recommandée avec accusé de réception, copie de la demande au chef d'établissement pour les établissements, au directeur du centre pour les Centres-psycho-médico-sociaux.

§ 3. La demande indique, dans la mesure du possible, les causes, les circonstances et les consé-



quences probables de l'acte de violence.

§ 4. Le chef d'établissement ou le directeur du centre, selon le cas, dont relève la victime, fait parvenir son avis à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou à la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, dans les trois jours ouvrables de la réception de la copie de la demande visée au paragraphe 1er.

Il remet à la victime une copie de son avis.

Article 2nonies. - § 1er. La décision d'octroi d'assistance est prise dans les quinze jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée à l'article 51undecies, § 1er, par la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire selon le cas.

§ 2. En cas de refus, le membre du personnel ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, peut introduire, via la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, un recours auprès du Ministre fonctionnel.

Le recours est introduit par lettre recommandée dans les quinze jours ouvrables qui suivent la notification du refus d'octroi d'assistance.

Article 2decies. - § 1er. La gestion de l'assistance en justice et psychologique relève du Service général d'Appui de la Direction générale de l'Audit, de la Coordination et de l'Appui.

§ 2. Dans la présente section, par Service concerné, il faut entendre le Service visé au paragraphe 1er.

Article 2undecies. - § 1er. La prise en charge des honoraires et des frais d'avocat, de procédure et de consultation psychologique et/ou psychiatrique ne peut pas excéder, par sinistre, 3.718,40 euros.

§ 2. A titre exceptionnel, sur demande dûment motivée, la prise en charge peut excéder le seuil prévu au paragraphe 1er. La victime ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, introduit cette demande dûment motivée auprès du Service concerné.

§ 3. Les frais remboursés ou pris en charge, totalement ou partiellement, soit en vertu d'une autre disposition légale ou réglementaire, soit en vertu d'un contrat d'assurance souscrit par la victime ou par tout tiers, ne donnent pas lieu à une intervention.

§ 4. La victime communique au Service concerné les pièces justifiant les dépenses. A cet effet, sont communiqués, notamment, les citations, assignations et généralement tous les actes judiciaires dans les dix jours ouvrables de leur remise ou signification.

§ 5. Le Service concerné apprécie les états de

frais et d'honoraires visés aux paragraphes 1er et 2. Ce Service peut refuser ou interrompre son intervention lorsqu'il juge :

- 1° que la thèse de la victime n'est pas défendable ;
- 2° que la proposition transactionnelle faite par le tiers est équitable et sérieuse ;
- 3° qu'un recours contre une décision judiciaire intervenue ne présente pas de chance sérieuse de succès.

Toutefois, les frais ou honoraires pour lesquels le Service concerné a refusé ou interrompu son intervention en application de l'alinéa précédent sont pris en charge conformément au présent titre lorsque la victime obtient gain de cause par une décision définitive non susceptible de recours ordinaire ou extraordinaire.

La décision du Service concerné de refuser ou d'interrompre son intervention est susceptible de recours auprès du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions dans un délai de vingt jours ouvrables à dater de la réception de ladite décision.

Article 2duodecies - Les crédits nécessaires à couvrir les dépenses générées par les assistances en justice et psychologiques sont inscrits au budget de la Communauté française dans le cadre des crédits octroyés au service concerné. ».

#### SOUS-SECTION IV

##### **Des modifications du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné**

###### **Art. 64**

Dans le décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, il est inséré un chapitre II/1 intitulé comme suit : « De l'assistance en justice et de l'assistance psychologique ».

###### **Art. 65**

Le nouveau chapitre II/1, inséré par l'article 64 dans le même décret du 1er février 1993, est rédigé comme suit.

« Article 27ter. - Dans le présent décret, on entend par « victime », le « membre du personnel victime d'un acte de violence » tel que défini au paragraphe 2 de l'article 34quinquies.

Article 27quater. - § 1er. La victime peut bénéficier d'une assistance en justice visée au paragraphe 2 et/ou de l'assistance psychologique visée au paragraphe 3.

§ 2. L'assistance en justice consiste en la prise en charge totale ou partielle des honoraires et des frais d'avocat et de procédure.

§ 3. L'assistance psychologique consiste en la prise en charge de maximum douze séances de consultation auprès d'un psychologue et/ou d'un psychiatre dans le but de fournir une aide immédiate à la victime d'un acte de violence.

§ 4. L'assistance en justice et l'assistance psychologique telles que définies aux paragraphes 1er et 2 ne sont octroyées que pour autant que la victime ait déposé plainte auprès des autorités judiciaires.

§ 5. La victime recourt au prestataire de l'assistance de son choix.

Le cas échéant, le Service concerné visé à l'article 34sexies/6 lui communique, à sa demande et à titre indicatif, une liste de prestataires à contacter en cas d'agression.

La victime communique à ce Service concerné le nom du/des prestataire(s) de son choix qui prend/prennent en charge son dossier.

Article 27quinquies. - § 1er. Sauf cas de force majeure dûment justifiée, la victime introduit la demande d'assistance en justice et/ou psychologique visée à l'article 34sexies/2, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le mois qui suit la survenance des faits.

Lorsque la victime exerce ses fonctions dans l'Enseignement obligatoire, la demande visée à l'alinéa 1er est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. Celle-ci vérifie si les conditions de la présente section sont remplies.

Lorsque la victime exerce sa fonction au sein d'un établissement d'enseignement supérieur non universitaire, la demande visée à l'alinéa 1er est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire.

§ 2. Dans le même délai, la victime envoie également par lettre recommandée avec accusé de réception, copie de la demande à son pouvoir organisateur.

§ 3. La demande indique, dans la mesure du possible, les causes, les circonstances et les conséquences probables de l'acte de violence.

§ 4. Le pouvoir organisateur dont relève la victime fait parvenir son avis à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou à la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, dans les trois jours ouvrables de la réception de la copie de la demande visée au § 1er.

Il remet à la victime une copie de son avis.

Article 27sexies. - § 1er. La décision d'octroi d'assistance est prise dans les 15 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée à l'article 34sexies/3 par la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire selon le cas.

§ 2. En cas de refus, le membre du personnel ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, peut introduire, via la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, un recours auprès du Ministre fonctionnel.

Le recours est introduit par lettre recommandée dans les 15 jours ouvrables qui suivent la notification du refus d'octroi d'assistance.

Article 27septies. - § 1er. La gestion de l'assistance en justice et psychologique relève du Service général d'Appui de la Direction générale de l'Audit, de la Coordination et de l'Appui.

§ 2. Dans le présent décret, par Service concerné, il faut entendre le Service visé au § 1er.

Article 27octies. - § 1er. La prise en charge des honoraires et des frais d'avocat, de procédure et de consultation psychologique et/ou psychiatrique ne peut pas excéder, par sinistre, 3.718,40 euros.

§ 2. A titre exceptionnel, sur demande dûment motivée, la prise en charge peut excéder le seuil prévu au paragraphe 1er. La victime ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, introduit cette demande dûment motivée auprès du Service concerné.

§ 3. Les frais remboursés ou pris en charge, totalement ou partiellement, soit en vertu d'une autre disposition légale ou réglementaire, soit en vertu d'un contrat d'assurance souscrit par la victime ou par tout tiers, ne donnent pas lieu à une intervention.

§ 4. La victime communique au Service concerné les pièces justifiant les dépenses. A cet effet, sont communiqués, notamment, les citations, assignations et généralement tous les actes judiciaires dans les 10 jours ouvrables de leur remise ou signification.

§ 5. Le Service concerné apprécie les états de frais et d'honoraires visés aux paragraphes 1er et 2. Ce Service peut refuser ou interrompre son intervention lorsqu'il juge :

- 1° que la thèse de la victime n'est pas défendable ;
- 2° que la proposition transactionnelle faite par le tiers est équitable et sérieuse ;
- 3° qu'un recours contre une décision judiciaire intervenue ne présente pas de chance sérieuse de succès.

Toutefois, les frais ou honoraires pour lesquels le Service concerné a refusé ou interrompu son intervention en application de l'alinéa précédent sont pris en charge conformément au présent titre lorsque la victime obtient gain de cause par une décision définitive non susceptible de recours ordinaire ou extraordinaire.

La décision du Service concerné de refuser ou d'interrompre son intervention est susceptible de

recours auprès du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions dans un délai de 20 jours ouvrables à dater de la réception de ladite décision.

Article 27nonies. - Les crédits nécessaires à couvrir les dépenses générées par les assistances en justice et psychologiques sont inscrits au budget de la Communauté française dans le cadre des crédits octroyés au service concerné. ».

#### SOUS-SECTION V

#### Des modifications du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné

##### Art. 66

Dans le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, il est inséré dans la section 5 du chapitre III, une sous-section 5 intitulée comme suit : « De l'assistance en justice et de l'assistance psychologique ».

##### Art 67

La sous-section 5, insérée par l'article 66 dans le décret du 6 juin 1994, est rédigée comme suit :

« Article 36sexies. § 1er. Dans la présente section, on entend par « victime » le « membre du personnel victime d'un acte de violence » tel que défini à l'article 36bis, § 1er, alinéa 2.

§ 2. L'assistance en justice et l'assistance psychologique ne sont octroyées que pour autant que la victime ait déposé une plainte auprès des autorités judiciaires.

Article 36septies. § 1er. La victime peut bénéficier d'une assistance en justice visée au § 2 et/ou de l'assistance psychologique visée au § 3.

§ 2. L'assistance en justice consiste en la prise en charge totale ou partielle des honoraires et des frais d'avocat et de procédure.

§ 3. L'assistance psychologique consiste en la prise en charge de maximum douze séances de consultation auprès d'un psychologue et/ou d'un psychiatre dans le but de fournir une aide immédiate à la victime d'un acte de violence.

§ 4. L'assistance en justice et l'assistance psychologique telles que définies aux paragraphes 1 et 2 ne sont octroyées que pour autant que la victime ait déposé plainte auprès des autorités judiciaires.

§ 5. La victime recourt au prestataire de l'assistance de son choix.

Le cas échéant, le Service concerné visé à l'article 37nonies lui communique, à sa demande et à titre indicatif, une liste de prestataires à contacter en cas d'agression.

La victime communique au Service concerné le nom du/des prestataire(s) de son choix qui prend/prennent en charge son dossier.

Article 36octies. § 1er. Sauf cas de force majeure dûment justifiée, la victime introduit la demande d'assistance en justice visée à l'article 37sexies, § 2, et/ou psychologique visée à l'article 37sexies, § 3, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le mois qui suit la survenance des faits.

Lorsque la victime exerce ses fonctions dans l'Enseignement obligatoire, la demande visée à l'alinéa 1er est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. Celle-ci vérifie si les conditions de la présente section sont remplies.

Lorsque la victime exerce sa fonction au sein d'un établissement d'enseignement supérieur non universitaire, la demande visée à l'alinéa 1er est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire.

§ 2. Dans le même délai, la victime envoie également par lettre recommandée avec accusé de réception, copie de la demande à son pouvoir organisateur.

§ 3. La demande indique, dans la mesure du possible, les causes, les circonstances et les conséquences probables de l'acte de violence.

§ 4. Le pouvoir organisateur dont relève la victime, fait parvenir son avis à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou à la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, dans les trois jours ouvrables de la réception de la copie de la demande visée au § 1er.

Il remet à la victime une copie de son avis.

Article 36nonies. § 1er. La décision d'octroi d'assistance est prise dans les 15 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée à l'article 37septies, par la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire selon le cas.

§ 2. En cas de refus, le membre du personnel ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, peut introduire, via la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, un recours auprès du Ministre fonctionnel.

Le recours est introduit par lettre recommandée dans les quinze jours ouvrables qui suivent la notification du refus d'octroi d'assistance.

Article 36decies. § 1er. La gestion de l'assistance en justice et psychologique relève du Service général d'Appui de la Direction générale de l'Audit, de la Coordination et de l'Appui.

§ 2. Dans la présente section, par Service concerné, il faut entendre le Service visé au para-

graphe 1er.

Article 36undecies. § 1er. La prise en charge des honoraires et des frais d'avocat, de procédure et de consultation psychologique et/ou psychiatrique ne peut pas excéder, par sinistre, 3.718,40 euros.

§ 2. A titre exceptionnel, sur demande dûment motivée, la prise en charge peut excéder le seuil prévu au paragraphe 1er. La victime ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, introduit cette demande dûment motivée auprès du Service concerné.

§ 3. Les frais remboursés ou pris en charge, totalement ou partiellement, soit en vertu d'une autre disposition légale ou réglementaire, soit en vertu d'un contrat d'assurance souscrit par la victime ou par tout tiers, ne donnent pas lieu à une intervention.

§ 4. La victime communique au Service concerné les pièces justifiant les dépenses. A cet effet, sont communiqués, notamment, les citations, assignations et généralement tous les actes judiciaires dans les 10 jours ouvrables de leur remise ou signification.

§ 5. Le Service concerné apprécie les états de frais et d'honoraires visés aux paragraphes 1 et 2. Ce Service peut refuser ou interrompre son intervention lorsqu'il juge :

- 1° que la thèse de la victime n'est pas défendable ;
- 2° que la proposition transactionnelle faite par le tiers est équitable et sérieuse ;
- 3° qu'un recours contre une décision judiciaire intervenue ne présente pas de chance sérieuse de succès.

Toutefois, les frais ou honoraires pour lesquels le Service concerné a refusé ou interrompu son intervention en application de l'alinéa précédent sont pris en charge conformément au présent titre lorsque la victime obtient gain de cause par une décision définitive non susceptible de recours ordinaire ou extraordinaire.

La décision du Service concerné de refuser ou d'interrompre son intervention est susceptible de recours auprès du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions dans un délai de vingt jours ouvrables à dater de la réception de ladite décision.

Article 36duodécies. Les crédits nécessaires à couvrir les dépenses générées par les assistances en justice et psychologiques sont inscrits au budget de la Communauté française dans le cadre des crédits octroyés au service concerné. ».

## SOUS-SECTION VI

### Des modifications du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidé des Centres psycho-médico-sociaux subventionnés officiels

#### Art. 68

Dans le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidé des centres psycho-médico-sociaux subventionnés officiels, il est inséré un chapitre II/1 intitulé comme suit : « De l'assistance en justice et de l'assistance psychologique ».

#### Art. 69

Le chapitre II/1 inséré par l'article 68 dans le même décret du 31 janvier 2002 est rédigé comme suit :

« Article 16/1 - Dans la présente section, il faut entendre par « acte de violence », toute atteinte physique et/ou psychologique commise avec une intention malveillante, toute agression à caractère racial, religieux ou sexiste contre un membre du personnel ainsi que toute détérioration aux biens de celui-ci commise soit par un élève, soit par un tiers sur instigation ou avec la complicité de celui-ci, soit par un membre de la famille de l'élève ou toute personne habitant sous le même toit, dans le cadre du service du membre du personnel ou en relation directe avec celui-ci, soit par tout autre personne n'appartenant pas au personnel de l'établissement, pour autant qu'il soit démontré par la victime que l'acte de violence est en relation directe avec le service.

Il faut entendre par « victime » : le membre du personnel visé par le présent décret qui est reconnu victime d'un accident de travail résultant de l'acte défini à l'alinéa 1er par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail. ».

Article 16/2. - § 1er. La victime peut bénéficier d'une assistance en justice visée au paragraphe 2 et/ou de l'assistance psychologique visée au paragraphe 3.

§ 2. L'assistance en justice consiste en la prise en charge totale ou partielle des honoraires et des frais d'avocat et de procédure.

§ 3. L'assistance psychologique consiste en la prise en charge de maximum douze séances de consultation auprès d'un psychologue et/ou d'un psychiatre dans le but de fournir une aide immédiate à la victime d'un acte de violence.

§ 4. L'assistance en justice et l'assistance psychologique telles que définies aux paragraphes 2 et

3 ne sont octroyées que pour autant que la victime ait déposé plainte auprès des autorités judiciaires.

§ 5. La victime recourt au prestataire de l'assistance de son choix.

Le cas échéant, le Service concerné visé à l'article 51terdecies lui communique, à sa demande et à titre indicatif, une liste de prestataires à contacter en cas d'agression.

La victime communique à ce Service concerné le nom du/des prestataire(s) de son choix qui prend/prennent en charge son dossier.

Article 16/3. - § 1er. Sauf cas de force majeure dûment justifiée, la victime introduit la demande d'assistance en justice visée à l'article 51decies, § 2, et/ou psychologique visée à l'article 51decies, § 3, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le mois qui suit la survenance des faits.

Lorsque la victime exerce ses fonctions dans l'Enseignement obligatoire, la demande visée à l'alinéa 1er est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. Celle-ci vérifie si les conditions de la présente section sont remplies.

Lorsque la victime exerce sa fonction au sein d'un établissement d'enseignement supérieur non universitaire, la demande visée à l'alinéa 1er est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire.

§ 2. Dans le même délai, la victime envoie également par lettre recommandée avec accusé de réception, copie de la demande au chef d'établissement pour les établissements, au directeur du centre pour les Centres-psycho-médico-sociaux.

§ 3. La demande indique, dans la mesure du possible, les causes, les circonstances et les conséquences probables de l'acte de violence.

§ 4. Le chef d'établissement ou le directeur du centre, selon le cas, dont relève la victime, fait parvenir son avis à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou à la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, dans les trois jours ouvrables de la réception de la copie de la demande visée au § 1er.

Il remet à la victime une copie de son avis.

Article 16/4. - § 1er. La décision d'octroi d'assistance est prise dans les 15 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée à l'article 51undecies, § 1er, par la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire selon le cas.

§ 2. En cas de refus, le membre du personnel ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, peut introduire, via la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire,

un recours auprès du Ministre fonctionnel.

Le recours est introduit par lettre recommandée dans les 15 jours ouvrables qui suivent la notification du refus d'octroi d'assistance.

Article 16/5. - § 1er. La gestion de l'assistance en justice et psychologique relève du Service général d'Appui de la Direction générale de l'Audit, de la Coordination et de l'Appui.

§ 2. Dans la présente section, par Service concerné, il faut entendre le Service visé au § 1er.

Article 16/6. - § 1er. La prise en charge des honoraires et des frais d'avocat, de procédure et de consultation psychologique et/ou psychiatrique ne peut pas excéder, par sinistre, 3.718,40 euros.

§ 2. A titre exceptionnel, sur demande dûment motivée, la prise en charge peut excéder le seuil prévu au paragraphe 1er. La victime ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, introduit cette demande dûment motivée auprès du Service concerné.

§ 3. Les frais remboursés ou pris en charge, totalement ou partiellement, soit en vertu d'une autre disposition légale ou réglementaire, soit en vertu d'un contrat d'assurance souscrit par la victime ou par tout tiers, ne donnent pas lieu à une intervention.

§ 4. La victime communique au Service concerné les pièces justifiant les dépenses. A cet effet, sont communiqués, notamment, les citations, assignations et généralement tous les actes judiciaires dans les 10 jours ouvrables de leur remise ou signification.

§ 5. Le Service concerné apprécie les états de frais et d'honoraires visés aux paragraphes 1er et 2. Ce Service peut refuser ou interrompre son intervention lorsqu'il juge :

- 1° que la thèse de la victime n'est pas défendable ;
- 2° que la proposition transactionnelle faite par le tiers est équitable et sérieuse ;
- 3° qu'un recours contre une décision judiciaire intervenue ne présente pas de chance sérieuse de succès.

Toutefois, les frais ou honoraires pour lesquels le Service concerné a refusé ou interrompu son intervention en application de l'alinéa précédent sont pris en charge conformément au présent titre lorsque la victime obtient gain de cause par une décision définitive non susceptible de recours ordinaire ou extraordinaire.

La décision du Service concerné de refuser ou d'interrompre son intervention est susceptible de recours auprès du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions dans un délai de 20 jours ouvrables à dater de la réception de ladite décision.

Article 16/7. - Les crédits nécessaires à couvrir les dépenses générées par les assistances en justice et psychologiques sont inscrits au budget de la Communauté française dans le cadre des crédits octroyés au service concerné. ».

#### SOUS-SECTION VII

##### Des modifications du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des Centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés

###### Art. 70

Dans le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des Centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, il est inséré un chapitre II/1 intitulé comme suit : « De l'assistance en justice et de l'assistance psychologique ».

###### Art. 71

Le chapitre II/1 inséré par l'article 70 dans le même décret du 31 janvier 2002 est rédigé comme suit :

« Article 24ter. - Dans la présente section, il faut entendre par « acte de violence », toute atteinte physique et/ou psychologique commise avec une intention malveillante, toute agression à caractère racial, religieux ou sexiste contre un membre du personnel ainsi que toute détérioration aux biens de celui-ci commise soit par un élève, soit par un tiers sur instigation ou avec la complicité de celui-ci, soit par un membre de la famille de l'élève ou toute personne habitant sous le même toit, dans le cadre du service du membre du personnel ou en relation directe avec celui-ci, soit par tout autre personne n'appartenant pas au personnel de l'établissement, pour autant qu'il soit démontré par la victime que l'acte de violence est en relation directe avec le service.

Il faut entendre par « victime » : le membre du personnel visé par le présent décret qui est reconnu victime d'un accident de travail résultant de l'acte défini à l'alinéa 1er par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail. ».

Article 24quater. - § 1er. La victime peut bénéficier d'une assistance en justice visée au paragraphe 2 et/ou de l'assistance psychologique visée au paragraphe 3.

§ 2. L'assistance en justice consiste en la prise en charge totale ou partielle des honoraires et des frais d'avocat et de procédure.

§ 3. L'assistance psychologique consiste en la

prise en charge de maximum douze séances de consultation auprès d'un psychologue et/ou d'un psychiatre dans le but de fournir une aide immédiate à la victime d'un acte de violence.

§ 4. L'assistance en justice et l'assistance psychologique telles que définies aux paragraphes 2 et 3 ne sont octroyées que pour autant que la victime ait déposé plainte auprès des autorités judiciaires.

§ 5. La victime recourt au prestataire de l'assistance de son choix.

Le cas échéant, le Service concerné visé à l'article 51terdecies lui communique, à sa demande et à titre indicatif, une liste de prestataires à contacter en cas d'agression.

La victime communique à ce Service concerné le nom du/des prestataire(s) de son choix qui prend/prennent en charge son dossier.

Article 24quinquies. - § 1er. Sauf cas de force majeure dûment justifiée, la victime introduit la demande d'assistance en justice visée à l'article 51decies, § 2, et/ou psychologique visée à l'article 51decies, § 3, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le mois qui suit la survenance des faits.

Lorsque la victime exerce ses fonctions dans l'Enseignement obligatoire, la demande visée à l'alinéa 1er est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. Celle-ci vérifie si les conditions de la présente section sont remplies.

Lorsque la victime exerce sa fonction au sein d'un établissement d'enseignement supérieur non universitaire, la demande visée à l'alinéa 1er est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire.

§ 2. Dans le même délai, la victime envoie également par lettre recommandée avec accusé de réception, copie de la demande au chef d'établissement pour les établissements, au directeur du centre pour les Centres-psycho-médico-sociaux.

§ 3. La demande indique, dans la mesure du possible, les causes, les circonstances et les conséquences probables de l'acte de violence.

§ 4. Le chef d'établissement ou le directeur du centre, selon le cas, dont relève la victime, fait parvenir son avis à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou à la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, dans les trois jours ouvrables de la réception de la copie de la demande visée au § 1er.

Il remet à la victime une copie de son avis.

Article 24sexies. - § 1er. La décision d'octroi d'assistance est prise dans les 15 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée à l'article 51undecies, § 1er, par la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction gé-

nérale de l'Enseignement non obligatoire selon le cas.

§ 2. En cas de refus, le membre du personnel ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, peut introduire, via la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, un recours auprès du Ministre fonctionnel.

Le recours est introduit par lettre recommandée dans les quinze jours ouvrables qui suivent la notification du refus d'octroi d'assistance.

Article 24septies. - § 1er. La gestion de l'assistance en justice et psychologique relève du Service général d'Appui de la Direction générale de l'Audit, de la Coordination et de l'Appui.

§ 2. Dans la présente section, par Service concerné, il faut entendre le Service visé au § 1er.

Article 24octies. - § 1er. La prise en charge des honoraires et des frais d'avocat, de procédure et de consultation psychologique et/ou psychiatrique ne peut pas excéder, par sinistre, 3.718,40 euros.

§ 2. A titre exceptionnel, sur demande dûment motivée, la prise en charge peut excéder le seuil prévu au paragraphe 1er. La victime ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, introduit cette demande dûment motivée auprès du Service concerné.

§ 3. Les frais remboursés ou pris en charge, totalement ou partiellement, soit en vertu d'une autre disposition légale ou réglementaire, soit en vertu d'un contrat d'assurance souscrit par la victime ou par tout tiers, ne donnent pas lieu à une intervention.

§ 4. La victime communique au Service concerné les pièces justifiant les dépenses. A cet effet, sont communiqués, notamment, les citations, assignations et généralement tous les actes judiciaires dans les dix jours ouvrables de leur remise ou signification.

§ 5. Le Service concerné apprécie les états de frais et d'honoraires visés aux paragraphes 1er et 2. Ce Service peut refuser ou interrompre son intervention lorsqu'il juge :

- 1° que la thèse de la victime n'est pas défendable ;
- 2° que la proposition transactionnelle faite par le tiers est équitable et sérieuse ;
- 3° qu'un recours contre une décision judiciaire intervenue ne présente pas de chance sérieuse de succès.

Toutefois, les frais ou honoraires pour lesquels le Service concerné a refusé ou interrompu son intervention en application de l'alinéa précédent sont pris en charge conformément au présent titre lorsque la victime obtient gain de cause par une décision définitive non susceptible de recours ordinaire ou extraordinaire.

La décision du Service concerné de refuser ou d'interrompre son intervention est susceptible de recours auprès du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions dans un délai de vingt jours ouvrables à dater de la réception de ladite décision.

Article 24nonies. - Les crédits nécessaires à couvrir les dépenses générées par les assistances en justice et psychologiques sont inscrits au budget de la Communauté française dans le cadre des crédits octroyés au service concerné. ».

## SOUS-SECTION VIII

### **Des modifications au décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté**

#### **Art. 72**

A l'alinéa 3 de l'article 89 du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté, le mot « 95 » est remplacé par le mot : « 95octies ».

#### **Art. 73**

Dans le même décret du 12 mai 2004, il est inséré dans le chapitre VI du titre II, une section 7 intitulée comme suit : « De l'assistance en justice et de l'assistance psychologique ».

#### **Art. 74**

La section 7, insérée par l'article 73 dans le chapitre VI du titre II du même décret du 12 mai 2004, est rédigée comme suit :

« Article 95bis. Dans la présente section, on entend par « victime » membre du personnel administratif victime d'un acte de violence tel que défini à l'article 89, alinéa 2.

Article 95ter. - § 1er. La victime peut bénéficier d'une assistance en justice visée au paragraphe 2 et/ou de l'assistance psychologique visée au paragraphe 3.

§ 2. L'assistance en justice consiste en la prise en charge totale ou partielle des honoraires et des frais d'avocat et de procédure.

§ 3. L'assistance psychologique consiste en la prise en charge de maximum douze séances de consultation auprès d'un psychologue et/ou d'un psychiatre dans le but de fournir une aide immédiate à la victime d'un acte de violence.

§ 4. La victime recourt au prestataire de l'assistance de son choix.

Le cas échéant, le Service concerné visé à l'article 51terdecies lui communique, à sa demande et à titre indicatif, une liste de prestataires à contacter en cas d'agression.

La victime communique à ce Service concerné le nom du/des prestataire(s) de son choix qui prend/prennent en charge son dossier.

Article 95quater - § 1er. Sauf cas de force majeure dûment justifiée, la victime introduit la demande d'assistance en justice visée à l'article 51decies, § 2, et/ou psychologique visée à l'article 51decies, § 3, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le mois qui suit la survenance des faits.

Lorsque la victime exerce ses fonctions dans l'Enseignement obligatoire, la demande visée à l'alinéa 1er est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. Celle-ci vérifie si les conditions de la présente section sont remplies.

Lorsque la victime exerce sa fonction au sein d'un établissement d'enseignement supérieur non universitaire, la demande visée à l'alinéa 1er est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire.

§ 2. Dans le même délai, la victime envoie également par lettre recommandée avec accusé de réception, copie de la demande au chef d'établissement pour les établissements, au directeur du centre pour les Centres-psycho-médico-sociaux.

§ 3. La demande indique, dans la mesure du possible, les causes, les circonstances et les conséquences probables de l'acte de violence.

§ 4. Le chef d'établissement ou le directeur du centre, selon le cas, dont relève la victime, fait parvenir son avis à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou à la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, dans les trois jours ouvrables de la réception de la copie de la demande visée au § 1er.

Il remet à la victime une copie de son avis.

Article 95quinquies. - § 1er. La décision d'octroi d'assistance est prise dans les 15 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée à l'article 51undecies, § 1er, par la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire selon le cas.

§ 2. En cas de refus, le membre du personnel ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, peut introduire, via la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, un recours auprès du Ministre fonctionnel.

Le recours est introduit par lettre recommandée dans les quinze jours ouvrables qui suivent la notification du refus d'octroi d'assistance.

Article 95sexies. - § 1er. La gestion de l'assistance en justice et psychologique relève du Service général d'Appui de la Direction générale de l'Audit, de la Coordination et de l'Appui.

§ 2. Dans la présente section, par Service concerné, il faut entendre le Service visé au paragraphe 1er.

Article 95septies. - § 1er. La prise en charge des honoraires et des frais d'avocat, de procédure et de consultation psychologique et/ou psychiatrique ne peut pas excéder, par sinistre, 3.718,40 euros.

§ 2. A titre exceptionnel, sur demande dûment motivée, la prise en charge peut excéder le seuil prévu au paragraphe 1er. La victime ou, en cas de force majeure dûment justifiée, son représentant, introduit cette demande dûment motivée auprès du Service concerné.

§ 3. Les frais remboursés ou pris en charge, totalement ou partiellement, soit en vertu d'une autre disposition légale ou réglementaire, soit en vertu d'un contrat d'assurance souscrit par la victime ou par tout tiers, ne donnent pas lieu à une intervention.

§ 4. La victime communique au Service concerné les pièces justifiant les dépenses. A cet effet, sont communiqués, notamment, les citations, assignations et généralement tous les actes judiciaires dans les dix jours ouvrables de leur remise ou signification.

§ 5. Le Service concerné apprécie les états de frais et d'honoraires visés aux paragraphes 1er et 2. Ce Service peut refuser ou interrompre son intervention lorsqu'il juge :

- 1° que la thèse de la victime n'est pas défendable ;
- 2° que la proposition transactionnelle faite par le tiers est équitable et sérieuse ;
- 3° qu'un recours contre une décision judiciaire intervenue ne présente pas de chance sérieuse de succès.

Toutefois, les frais ou honoraires pour lesquels le Service concerné a refusé ou interrompu son intervention en application de l'alinéa précédent sont pris en charge conformément au présent titre lorsque la victime obtient gain de cause par une décision définitive non susceptible de recours ordinaire ou extraordinaire.

La décision du Service concerné de refuser ou d'interrompre son intervention est susceptible de recours auprès du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions dans un délai de vingt jours ouvrables à dater de la réception de ladite décision.

Article 95octies. - Les crédits nécessaires à couvrir les dépenses générées par les assistances en justice et psychologiques sont inscrits au budget de



la Communauté française dans le cadre des crédits octroyés au service concerné. ».

#### Art. 75

A l'alinéa 3 de l'article 236 du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté, le mot « 239 » est remplacé par le mot : « 239octies ».

#### Art. 76

Dans le même décret du 12 mai 2004, il est inséré dans le chapitre VI du titre III, une section 4 intitulée comme suit : « De l'assistance en justice et de l'assistance psychologique ».

#### Art. 77

La section 4 insérée dans le chapitre VI du titre III du même décret du 12 mai 2004, est rédigée comme suit :

« Article 239/1. Dans la présente section, on entend par « victime » : le « membre du personnel ouvrier victime d'un acte de violence » tel que défini à l'article 236, alinéa 2.

Article 239/2. - § 1er. La victime peut bénéficier d'une assistance en justice visée au § 2 et/ou de l'assistance psychologique visée au § 3.

§ 2. L'assistance en justice consiste en la prise en charge totale ou partielle des honoraires et des frais d'avocat et de procédure.

§ 3. L'assistance psychologique consiste en la prise en charge de maximum douze séances de consultation auprès d'un psychologue et/ou d'un psychiatre dans le but de fournir une aide immédiate à la victime d'un acte de violence.

§ 4. La victime recourt au prestataire de l'assistance de son choix.

Le cas échéant, le Service concerné visé à l'article 51terdecies lui communique, à sa demande et à titre indicatif, une liste de prestataires à contacter en cas d'agression.

La victime communique à ce Service concerné le nom du/des prestataire(s) de son choix qui prend/prennent en charge son dossier.

Article 239/3 - § 1er. Sauf cas de force majeure dûment justifiée, la victime introduit la demande d'assistance en justice visée à l'article 51decies, § 2, et/ou psychologique visée à l'article 51decies, § 3, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le mois qui suit la survenance des faits.

Lorsque la victime exerce ses fonctions dans l'Enseignement obligatoire, la demande visée à l'alinéa 1er est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. Celle-ci

vérifie si les conditions de la présente section sont remplies.

Lorsque la victime exerce sa fonction au sein d'un établissement d'enseignement supérieur non universitaire, la demande visée à l'alinéa 1er est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire.

§ 2. Dans le même délai, la victime envoie également par lettre recommandée avec accusé de réception, copie de la demande au chef d'établissement pour les établissements, au directeur du centre pour les Centres-psycho-médico-sociaux.

§ 3. La demande indique, dans la mesure du possible, les causes, les circonstances et les conséquences probables de l'acte de violence.

§ 4. Le chef d'établissement ou le directeur du centre, selon le cas, dont relève la victime, fait parvenir son avis à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou à la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, dans les trois jours ouvrables de la réception de la copie de la demande visée au paragraphe 1er.

Il remet à la victime une copie de son avis.

Article 239/4. - § 1er. La décision d'octroi d'assistance est prise dans les 15 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée à l'article 51undecies, § 1er, par la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire selon le cas.

§ 2. En cas de refus, le membre du personnel ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, peut introduire, via la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, un recours auprès du Ministre fonctionnel.

Le recours est introduit par lettre recommandée dans les quinze jours ouvrables qui suivent la notification du refus d'octroi d'assistance.

Article 239/5. - § 1er. La gestion de l'assistance en justice et psychologique relève du Service général d'Appui de la Direction générale de l'Audit, de la Coordination et de l'Appui.

§ 2. Dans la présente section, par Service concerné, il faut entendre le Service visé au paragraphe 1er.

Article 239/6. - § 1er. La prise en charge des honoraires et des frais d'avocat, de procédure et de consultation psychologique et/ou psychiatrique ne peut pas excéder, par sinistre, 3.718,40 euros.

§ 2. A titre exceptionnel, sur demande dûment motivée, la prise en charge peut excéder le seuil prévu au paragraphe 1er. La victime ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, introduit cette demande dûment motivée auprès du Service concerné.

§ 3. Les frais remboursés ou pris en charge, totalement ou partiellement, soit en vertu d'une autre disposition légale ou réglementaire, soit en vertu d'un contrat d'assurance souscrit par la victime ou par tout tiers, ne donnent pas lieu à une intervention.

§ 4. La victime communique au Service concerné les pièces justifiant les dépenses. A cet effet, sont communiqués, notamment, les citations, assignations et généralement tous les actes judiciaires dans les dix jours ouvrables de leur remise ou signification.

§ 5. Le Service concerné apprécie les états de frais et d'honoraires visés aux paragraphes 1er et 2. Ce Service peut refuser ou interrompre son intervention lorsqu'il juge :

- 1° que la thèse de la victime n'est pas défendable ;
- 2° que la proposition transactionnelle faite par le tiers est équitable et sérieuse ;
- 3° qu'un recours contre une décision judiciaire intervenue ne présente pas de chance sérieuse de succès.

Toutefois, les frais ou honoraires pour lesquels le Service concerné a refusé ou interrompu son intervention en application de l'alinéa précédent sont pris en charge conformément au

présent titre lorsque la victime obtient gain de cause par une décision définitive non susceptible de recours ordinaire ou extraordinaire.

La décision du Service concerné de refuser ou d'interrompre son intervention est susceptible de recours auprès du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions dans un délai de vingt jours ouvrables à dater de la réception de ladite décision.

Article 239/7. - Les crédits nécessaires à couvrir les dépenses générées par les assistances en justice et psychologiques sont inscrits au budget de la Communauté française dans le cadre des crédits octroyés au service concerné. ».

#### SECTION IV

##### Des modifications à d'autres décrets

###### Art. 78

L'article 28 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« Le Gouvernement arrête les modalités selon lesquelles toute personne exerçant sa fonction en tout ou en partie ou chargée d'une mission dans un établissement d'enseignement supérieur non universitaire bénéficie gratuitement d'une assistance

en justice pour toute agression subie dans le cadre de son service ou en relation directe avec ce service.

Le Gouvernement arrête les modalités selon lesquelles ces membres du personnel bénéficient gratuitement d'une assistance psychologique d'urgence pour toute agression subie dans le cadre de son service ou en relation directe avec ce service.

Les membres du personnel concernés aux alinéas précédents sont ceux que visent :

- le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ;
- le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statuts des personnels, droits et devoirs des étudiants) ;
- le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisés par la Communauté française ;
- le décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française. ».

###### Art. 79

A l'article 3, point 4 du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, les termes « la cellule administrative de coordination des actions de prévention du décrochage scolaire et de la violence créée par le décret du 12 mai 2004 » sont remplacés par les termes : « la cellule administrative de coordination des actions de prévention de la violence en milieu scolaire, de l'absentéisme, du décrochage scolaire et de l'abandon scolaire précoce créée par l'article 22 du décret du NNN organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire ».

###### Art. 80

A l'article 4, alinéa 2, du décret du décret « encadrement différencié », les termes « Pour les élèves mineurs séjournant illégalement sur le territoire tels que visés à l'article 40 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notam-

ment par la mise en œuvre de discriminations positives, et pour les élèves considérés comme primo-arrivants en vertu du décret du 14 juin 2001 visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française » sont remplacés par les termes suivants :

« Pour les élèves mineurs séjournant illégalement sur le territoire tels que visés à l'article à l'article 79bis du décret « Missions » du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, et pour les élèves considérés comme primo-arrivants en vertu de l'article 2, § 1er, du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ».

#### **Art. 81**

Dans le chapitre IV du décret « encadrement différencié », il est inséré un article 16/1 rédigé comme suit :

« Article 16/1. Les travaux nécessaires à l'installation dans les établissements ou implantations bénéficiaires d'un encadrement différencié de classes 1 à 3, telles que visées à l'article 4, alinéas 5 et 6 des infrastructures propres à prévenir les intrusions, dans les cas où celles-ci revêtent un caractère de gravité ou de répétition tel que les conditions de travail et d'études sont lourdement perturbées, bénéficient de la priorité dans les affectations des fonds visés aux articles 5, 7 et 9 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française ».

### **CHAPITRE II**

#### **Mesures abrogatoires et finales**

#### **Art. 82**

Le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives est abrogé, à l'exception de l'article 28 et du titre II.

#### **Art. 83**

Le décret du 12 mai 2004 portant diverses mesures de lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence scolaire est abrogé.

#### **Art. 84**

Le présent décret entre en vigueur le 1er septembre 2014.